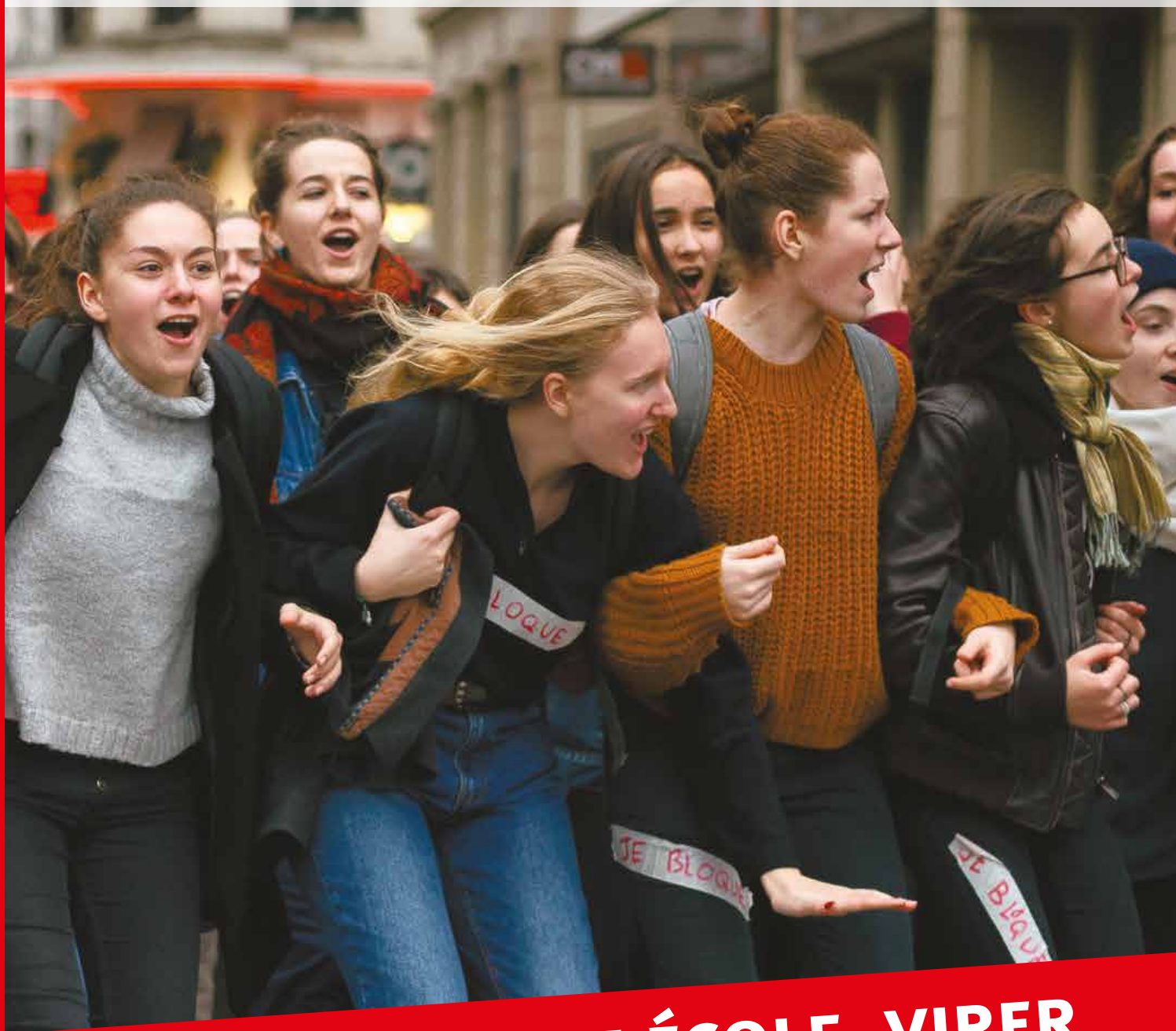


*l'Anti*capitaliste

N°128 | SEPTEMBRE 2021 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



**POUR UNE AUTRE ÉCOLE, VIRER
BLANQUER ET SA POLITIQUE**



**UNE CAMPAGNE ANTICAPITALISTE
CONTRE MACRON-LE PEN**



NI COVID NI MACRON



**RETOUR SUR LES ÉLECTIONS
TERRITORIALES DE GUYANE**

ÉDITORIAL

Michelle Verdier Afghanistan : les États-Unis passent la main aux talibans **P3**

PREMIER PLAN

Joséphine Simphon Une rentrée sociale sous haute tension ! **P4**

Fabienne Dolet Une campagne anticapitaliste contre Macron-Le Pen **P7**

Léon Crémieux Ni Covid ni Macron **P10**

Adrien Guilleau Retour sur les élections territoriales de Guyane **P13**

DOSSIER

Antoine Bouyou Après la pandémie, continuer à résister au projet Blanquer **P16**

Sylvain F. La crise sanitaire accélère la casse de l'enseignement professionnel **P18**

Nico Daubert La précarité au service d'un projet éducatif réactionnaire : du constat aux premières résistances **P20**

Franz Lapprand et Raphaël Alberto Le covid, le ministre et la pédagogie **P21**

Raphaël Greggan Individualisation, évaluation et sélection **P23**

Raphaël Alberto Leurs « Écoles d'après » et les nôtres **P25**

Raphaël Greggan Surveiller et punir dans l'éducation nationale **P27**

Mimosa Effe Préparer une rentrée offensive **P28**

LECTURES

Maya Montreuil

Le français est à nous ! Petit manuel d'émancipation linguistique **P30**

HISTOIRE

Charles Piaget Lip : comment s'est construite la solidarité entre les ouvrierEs ? **P32**

FOCUS

Commission université d'été 13^e université d'été du NPA :
prêtEs pour la rentrée... et pour la campagne #Poutou2022 ! **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA :
<http://npa2009.org/publications-mpa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :
Manifestation lycéenne du 7 décembre 2018. République © Photothèque Rouge /Martin Noda



Mina Kherfi (USTKE) et Daniel Wea (MJKF) lors de l'université d'été du NPA. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6mois 22euros	1an 44euros
Revue + Hebdo	6mois 50euros	1an 100euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6mois 18euros	1an 36euros
Revue + Hebdo	6mois 38euros	1an 76euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur : <https://anticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Héléne Marra, Thierry Labica, Lucien Sanchez, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :
Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :
Antoine Larrache

Diffusion :
01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :
0519 P 11509

Numéro ISSN :
2269-370X

Société éditrice :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage :
3 000 exemplaires

Maquette et impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

Afghanistan : les États-Unis passent la main aux talibans

PAR MICHELLE VERDIER

Le 30 août, le dernier soldat américain quittait le sol d'Afghanistan, symbole de la fin d'une guerre de vingt ans menée par les USA, avec l'appui d'alliés de l'OTAN.

Au total, quelque 775 000 soldats américains se sont relayés dans ce pays de hautes montagnes (100 000 en même temps, au plus fort sous Obama). Quelque 50 000 soldats français entre 2001 et 2012 (4 000 en même temps, au plus fort). Beaucoup y ont laissé leur peau : 2 500 Américains, 1 500 de l'Alliance atlantique. Auxquels il faut ajouter plus de 3 000 victimes dans cette guerre hautement « privatisée » avec, au plus fort, 100 000 mercenaires supplétifs, civils ou militaires sous contrat.

Du côté afghan, le bilan est pire : selon l'ONU, 70 000 soldats de l'armée régulière et probablement 100 000 civils ont été tués – ces derniers étant quasiment indénombrables. Sans parler des blessés et traumatisés, femmes, hommes et enfants, par centaines de milliers ; des réfugiés par millions... Une guerre qui laisse un pays dévasté, en situation de « catastrophe humanitaire ». Le terrorisme des grandes puissances n'a pas d'égal.

CROISADE CONTRE LE TERRORISME ?

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, les États-Unis avaient pris la tête d'une croisade contre le terrorisme mondial – disaient-ils, avec dans leur sillage le gros des États de la planète, et l'aval de l'ONU (Russie et Chine comprises). La guerre était engagée contre toute une population, sous prétexte que les dirigeants afghans ne voulaient pas livrer le cerveau présumé des attentats, Ben Laden. En 2011, il a été débusqué et tué, au Pakistan, et la guerre a continué encore dix ans.

Pour une victoire sur le terrorisme ? Les talibans (« étudiants en religion ») sont ces fondamentalistes religieux qui ont exercé une dictature féroce entre 1996 et 2001 (tout particulièrement contre les femmes, au nom de la charia). Les liens entre les talibans, Al Qaida et leurs rivaux d'aujourd'hui de l'État islamique (Daesh), sont obscurs mais existants. La guerre américaine en Afghanistan a nourri le terrorisme, comme les USA l'avait déjà nourri en finançant et armant des chefs de guerre et coterie islamistes qui guerroyaient contre l'occupation soviétique de 1979 à 1989, dont Ben Laden lui-même. Cette guerre a été étendue à partir de 2003 en Irak, guerre dont Daesh est né. Et n'oublions pas la politique de « containment » des révoltes arabes de 2011, où les puissances impérialistes ont soutenu la répression par leurs alliés saoudiens ou égyptiens, engendré en Lybie le chaos par leur intervention militaire appuyée sur des milices islamistes. En Syrie pour enrayer la révolte, elles ont commencé par le financement de groupes islamistes opposés à Assad.... avant de se rallier à Assad lui-même.

OU PASSATION DE POUVOIR À UNE DICTATURE ISLAMISTE ?

Le départ des derniers milliers de soldats américains et leurs « aides », ces Afghans qui avaient lié leur sort aux USA, s'est

fait dans le chaos et la précipitation. Joe Biden a eu l'indécence de se féliciter de la prouesse du pont aérien qui a assuré le départ de 123 000 personnes. Ce n'est pas à la rescousse de populations pauvres de la planète, en cas de catastrophes naturelles par exemple, qu'on déploie de tels moyens. Ces « réfugiés » sont emmenés dans des bases américaines d'Allemagne, d'Italie, ou autres camps provisoires en Ouganda ou ailleurs, dans des pays pauvres que l'on paiera pour les garder avant d'en faire le tri.

Apparente précipitation, mais le calendrier même de ce départ de l'armée américaine avait été établi par les USA lors de négociations organisées avec les talibans au Qatar, à la fin février 2020, en l'absence de représentants du gouvernement afghan – déjà limogé de fait. Qui plus est, les USA ont tenu à ce que cette remise du pouvoir aux talibans soit, comme l'avait été le début de la guerre, entérinée à l'ONU, par une résolution unanime.

Les dirigeants américains abandonnent aux talibans le pouvoir, c'est-à-dire une soldatesque détenant encore tout un armement, une police, des prisons pouvant accueillir une nouvelle population d'opposants. Bref à un pouvoir de répression contre une population sinistrée et qui pourrait se révolter.

Sur le plan économique, à la dévastation de vingt ans de guerre s'ajoutent la sécheresse et la famine dans le sud du pays. À ce jour, les talibans n'auraient pas la disposition des fonds de la banque centrale afghane, dont le gros serait détenu dans des banques américaines. À eux de montrer patte blanche pour qu'on les leur débloque. En attendant, les caisses de l'État étant vides, c'est la population encore qui en souffrira.

MACRON, LE PLUS INDÉCENT DE LA CLIQUE IMPÉRIALISTE

Au lendemain de la prise de Kaboul par les talibans, le 15 août dernier, Macron s'est empressé de mettre en garde contre l'afflux possible en France de réfugiés, contre des « flux migratoires irréguliers importants » ! Et la droite et l'extrême droite françaises de surenchérir – toute l'Europe politique d'ailleurs. À des fins électorales mais aussi par xénophobie et racisme. Sous prétexte de menace à l'ordre public, une manifestation de soutien au peuple afghan qui devait se tenir le dimanche 29 août à Paris, à l'initiative de plusieurs associations afghanes a été interdite par la Préfecture de police.

Notre solidarité va aux travailleurs et peuples d'Afghanistan, qui après avoir connu dix ans d'occupation et de guerre soviétiques, des années de guerre civile, cinq ans de pouvoir taliban, vingt ans de guerre américaine, ont pour ennemi à combattre une dictature obscurantiste. Portée à nouveau sur les fonts baptismaux par l'impérialisme. □

Une rentrée sociale sous haute tension !

PAR JOSPÉHINE SIMPLON

L'été aura été marqué par le discours d'Emmanuel Macron du 12 juillet dernier. Discours renforçant la gestion autoritaire de la pandémie avec la mise en place du pass sanitaire mais aussi un discours annonçant sans détours la continuité de son offensive contre le monde du travail.

Cette dernière s'engage avec en particulier la décision de la mise en place dès le 1^{er} octobre de la « réforme » de l'assurance chômage et l'annonce du recul de l'âge de départ à la retraite. Plus que jamais cette rentrée est sous tension... à nous de faire en sorte qu'elle soit explosive, combative pour et avec notre camp social !

CONTRE LE PASS SANITAIRE, POUR LA VACCINATION

Depuis le discours du 12 juillet et l'instauration du pass sanitaire, pas une semaine ne s'est écoulée sans que, chaque samedi, des dizaines de milliers de manifestantEs fassent entendre leur mécontentement. Avant de revenir sur cette mobilisation, nous devons rappeler la gestion catastrophique de la pandémie par ce gouvernement. Ce dernier, depuis février 2020 n'a eu de cesse de mentir à la fois sur la dangerosité de ce virus, en le faisant passer pour une grippe, et sur l'utilité des masques, sans oublier la gestion catastrophique des tests et de la vaccination. Ne parlons pas des conditions désastreuses dans lesquelles a travaillé et continue de travailler le personnel hospitalier et l'absence de moyens pour soigner les malades, tous les malades. La situation actuelle de la Martinique et de la Guadeloupe en est un triste exemple. Comment aurait-il pu en être autrement quand, entre 1998 et 2018, les gouvernements successifs de droite

comme de gauche ont en moyenne fermé 5 000 lits par an et que ce gouvernement en 2018 et 2019 en a fermé 7 500 chaque année. Mais sur ce point aussi, la pandémie que nous vivons ne leur aura pas servi de leçon puisque les fermetures de lits, les déserts médicaux, la casse du service public de santé restent malheureusement d'actualité.

Depuis le début de cette crise sanitaire, Macron a refusé toute politique sanitaire démocratique, pédagogique, transparente et égalitaire. Au contraire, il a opté pour une politique répressive, opaque, inconsistante, brutale, culpabilisante et discriminante, au service de la production capitaliste. Le pass sanitaire marque un cran supplémentaire dans cette mécanique en faisant porter sur les soignantEs et sur la population tout entière la responsabilité de la politique destructrice de ce gouvernement. Il porte atteinte aux libertés de déplacement et d'accès à certains services et soumet des centaines de milliers de salariéEs à la menace de licenciement de facto, de mise à pied ou d'interdictions d'embauches. C'est un nouvel outil de recul social et de surveillance généralisée. C'est dans ce sens que nous refusons et que nous devons combattre le pass sanitaire mais aussi parce que le pass sanitaire est incapable de construire l'adhésion à la vaccination, seul moyen de se

protéger et de protéger les autres. Pour le NPA, il faut dans cette période défendre, partout, la vaccination tout en luttant contre le pass, faire cela c'est défendre la protection des plus fragiles, c'est défendre notre camp social. Et aucune pression ne doit nous faire mettre sous le tapis nos mots d'ordre favorables à la vaccination. Au contraire, il y a urgence à prendre nos responsabilités pour lutter contre la logique anti-vaccinale et convaincre celles et ceux qui doutent ou ont des interrogations.

FACE À LA DROITE EXTRÊME, L'EXTRÊME DROITE ET LES COMLOTISTES, LE MOUVEMENT SOCIAL DOIT REPRENDRE LA RUE !

Le mouvement actuel contre le pass sanitaire est pour le moins très hétérogène. Selon l'IFOP, il regroupe à la fois des « anti-élites », des « antisystème », des « anti-pass » et des « anti-vax », des adeptes des médecines alternatives et des décroissants, des petits patrons et des soignants du bas de l'échelle, de la droite et de la gauche. Il est donc difficile et sans doute trop tôt pour en faire une analyse précise. Force est de constater cependant que depuis le 17 juillet, les revendications sociales sont totalement absentes de ces manifestations et que ce qui prédomine est la fameuse lutte pour la « liberté individuelle », pour le refus de se voir imposer quoi que ce soit par l'État



Manifestation à l'appel des occupantEs du théâtre de l'Odéon contre la réforme de l'assurance chômage, Paris, 23 avril 2021.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

et pas seulement le pass sanitaire. Force est de constater également que, depuis le 17 juillet, c'est la droite extrême qui mène le bal en surfant sur la colère légitime contre Macron et l'individualisme, en y affichant clairement des mots d'ordre antisémites, certes condamnés mais aussi excusés par une majorité de manifestantEs. Et on voit aussi germer ces derniers temps beaucoup de confusion, de glissements voire de renoncements de la part de certains acteurs du mouvement ouvrier quand des pompiers syndicalistes chez Sud défilent aux côtés de Civitas ou quand un responsable CGT d'une union locale tient le parapluie d'un responsable du Rassemblement national.

Alors oui, se mobiliser contre le pass sanitaire et pour la vaccination est nécessaire et urgent. Mais une telle mobilisation ne peut pas se faire à tout prix, y compris celui d'accepter d'être associé à l'extrême droite la plus rance et à des mots d'ordre confusionnistes, conspirationnistes, voire pire. Et l'urgence du moment est bel et bien que le mouvement ouvrier dans son ensemble reprenne la rue de façon offensive contre la politique autoritaire, liberticide du gouvernement, mais aussi en y défendant une vraie stratégie sanitaire

pour le plus grand nombre. Ces prochaines semaines, sauf à laisser le terrain à des politiques confuses, voire à nos ennemis, syndicats, associations et forces politiques doivent construire une mobilisation de rue articulant une véritable politique de santé publique, ce qui passe par donner tous les moyens possibles à la vaccination, avec le refus de toutes les mesures liberticides dont fait partie le pass sanitaire.

MACRON ET LE MEDEF TOUJOURS À L'OFFENSIVE CONTRE NOS ACQUIS SOCIAUX

Le 12 juillet dernier, outre le pass sanitaire, le PDG de la République française a affirmé que la réforme de l'assurance chômage sera pleinement mise en œuvre dès le 1^{er} octobre. Cette réforme va aggraver la situation des travailleurs/ses privéEs d'emploi en baissant drastiquement leur indemnité. Rappelons que le chômage frappe toujours pratiquement 6 millions de personnes. 800 000 chômeurs pointent à Pôle emploi depuis plus d'un an. Le taux de chômage des plus de 50 ans augmente et un jeune actif sur cinq est toujours sans emploi. Les licenciements sont toujours d'actualité. Face à cette crise sociale, Macron n'a qu'une seule proposition :

nous faire travailler plus longtemps. Alors que la réforme des retraites était sortie par la porte grâce à une large mobilisation, Macron en a également profité pour annoncer qu'il y aura bien une réforme des retraites mais sans s'engager sur un calendrier quelconque. En revanche, l'un de ses objectifs est de faire reculer l'âge de départ à la retraite pour prétendument permettre à toutes et tous de toucher des « pensions dignes », gardant ainsi le cap de sa politique et préparant aussi certainement sa campagne électorale. L'objectif est toujours le même : réduire la dépense des retraites en faisant cotiser et donc travailler plus longtemps pour disposer d'une pension de retraite complète à taux plein. Tout en reculant l'âge légal d'ouverture des droits, on recule ainsi l'âge moyen de départ, ce qui a pour effet de verser une retraite moins longtemps et de baisser la pension de tout le monde puisque la durée moyenne de cotisation validée reste à 37 ans... Dans un contexte de chômage de masse, reculer l'âge de la retraite ne fait que déplacer le problème des caisses de retraite vers les caisses



du chômage ou les minimas sociaux. Macron lui-même déclarait avec véhémence, le 25 avril 2019 : « *Tant qu'on n'a pas réglé le problème du chômage dans notre pays, franchement ce serait assez hypocrite de décaler l'âge légal* ». C'était d'ailleurs une promesse de campagne de ne pas y toucher.

Alors que la crise sanitaire a fait exploser les inégalités et la pauvreté avec des centaines de milliers de salariéEs qui se sont retrouvés du jour au lendemain sans emploi, dans le même temps les bénéficiaires et les profits de certaines entreprises ont explosé. Ne pas oublier non plus que les patrons des entreprises du CAC 40 ont également profité grassement

dans le second degré, le désastreux ministre de l'Éducation ne fait aucun effort financier pour équiper les salles de classes en capteurs de CO₂ ou purificateurs d'air, ni bien entendu pour développer les moyens humains nécessaires à la mise en œuvre des principales mesures contre le Covid-19. En revanche, un énième protocole est mis en place qui aura de lourdes conséquences sur la scolarisation des collégienNEs et lycéenNEs pas encore vaccinés... La deuxième date dans le paysage est l'appel d'une large intersyndicale à une journée de grève interprofessionnelle le mardi 5 octobre « *pour nos salaires, nos emplois et nos conditions de travail et d'études* ». Après des mois sans initiative de la

résistances et les luttes même si des tentatives existent comme ce fut le cas par exemple de l'appel de la CGT TUI sur les suppressions d'emplois. La principale raison est évidemment la situation sanitaire, la peur qu'elle entraîne mais aussi le contexte sécuritaire, et sans doute aussi une crise des « possibles ». En effet, beaucoup de salariéEs, quand ils ne craignent pas de perdre leur boulot, se questionnent sur la possibilité de les faire reculer, beaucoup n'ont plus confiance en la force de la lutte collective. Cela est évidemment dû aux défaites accumulées depuis plus d'une décennie mais aussi sans doute au manque de perspective, d'alternative. Pour répondre à cette crise inédite et globale du capitalisme, il y a urgence

à construire une alternative. D'autant qu'une arrivée au pouvoir de l'extrême droite reste probable même si les élections régionales ont été une défaite pour le RN. L'heure est au regroupement, entre toutes les organisations, les collectifs interprofessionnels (en particulier ceux construits contre la réforme des retraites ou les lois liberticides), pour discuter de comment stopper cette crise et unifier notre camp social contre le pass sanitaire et pour la vaccination, pour reconstruire un rapport de forces favorable



Manifestation intersyndicale contre la politique du gouvernement, Paris, 4 février 2021. © Photothèque Rouge / JMB

de la crise puisqu'ils ont vu leur salaire moyen annuel augmenter de 1,5 million d'euros soit 284 fois le SMIC annuel brut. Et pour les salariéEs de ces entreprises ? Ce ne sera que des miettes... s'ils ou elles ne sont pas licenciés !

UNE RENTRÉE DE LUTTES ?

En cette rentrée, des dates de grèves et de manifestations sont annoncées et c'est tant mieux. La première est le 23 septembre, dans l'Éducation nationale. Sur fond de suppression de classes dans les écoles et de suppressions de près de 2 000 postes

part des directions syndicales, cet appel à la grève interprofessionnelle est une bonne nouvelle et une première étape pour permettre à la jeunesse et au monde du travail d'affirmer leurs revendications et de reprendre la rue. Cette journée doit donc être réussie pour pouvoir redonner confiance à une majorité de travailleurs et travailleuses. Mais la situation n'est pas simple, il ne faut pas se le cacher. Nous ne parvenons pas, malgré les coups portés et les colères qui s'expriment face aux politiques de ce gouvernement, à mobiliser en masse et à faire converger les

au monde du travail... Il n'y a pas de solution simple, il ne suffit pas de proclamer qu'on aurait le meilleur programme ou qu'on serait la meilleure organisation pour qu'une route s'ouvre pour le mouvement ouvrier et le mouvement social. Ce qui est certain, c'est que nos luttes d'aujourd'hui pèseront largement sur le contexte dans lequel l'élection présidentielle se tiendra, sur la possibilité d'une alternative anticapitaliste et révolutionnaire face à la crise globale du système et à la menace grandissante de l'extrême droite et de la barbarie. □

Une campagne anticapitaliste contre Macron-Le Pen

PAR FABIANNE DOLET

« L'élection présidentielle n'est plus écrite d'avance », selon Serge Halimi¹. « Ses deux finalistes présumés sortent affaiblis des scrutins régionaux », constate-t-il. Pour l'éditorialiste, ne pas avoir à choisir entre le mal et le pire serait « en dépit de tout, une petite embellie ». Une embellie ? Rien n'est moins sûr.

En s'abstenant massivement, et dans un contexte de crises à la fois sanitaire et écologique, politique et démocratique, sociale et économique, les électeurs ont certes exprimé leur dégoût pour le jeu médiatico-politique. Un jeu qui consiste à entretenir l'apparence d'un équilibre politique précaire autour de l'idée d'un duel de Macron-Le Pen, que les sondeurs et commentateurs voulaient d'ailleurs voir dans les résultats des élections régionales comme le scénario de la prochaine présidentielle ! Rien ne semble plus simple que ce faux choix pour tous les commentateurs effrayés des récents mouvements sociaux peu encadrés, parfois incertains et confus mais exprimant tous la colère et le ras-le-bol.

INSTABILITÉ SOCIALE ET POLITIQUE

Pourtant l'abstention en elle-même ne dit rien de plus que le retrait plus ou moins résigné d'une partie de la population, après des mois de pandémie. S'il y a une embellie, elle s'exprime plutôt dans la combativité intacte des derniers mois. Les mouvements sociaux n'ont pas manqué pendant le quinquennat de Macron : des Gilets jaunes aux mouvements anti-pass/anti-vax, en passant par les grèves contre la réforme des retraites ou la mobilisation des jeunes pour faire face à la crise climatique en 2020 ou contre le racisme et les violences policières, sans parler des manifestations contre la loi Sécurité globale ou des luttes contre les licenciements ou de la très belle et indépendante marche des fiertés parisienne en 2021. Et si la pandémie a mis un coup d'arrêt au mouvement

contre la réforme des retraites, elle a aussi révélé et amplifié le caractère mortifère du capitalisme aux yeux d'une large partie de la population.

DANGERS DE L'EXTRÊME DROITE

Macron, président le plus mal élu, a donc rassemblé contre lui les colères mais a aussi fait la preuve qu'il ne représentait nullement un rempart contre l'extrême droite, en déclinant un libéralisme autoritaire et en réprimant froidement toutes les contestations. La stagnation du RN lors des dernières élections régionales ne peut réjouir que celles et ceux qui ne voient pas combien le paysage politique s'assombrit de propos démagogiques, sécuritaires et racistes. Pire, l'arrivée sur la scène médiatique d'une possible candidature d'Éric Zemmour représente une radicalisation et un renforcement des idées d'extrême droite et banalise le RN. Rarement l'incohérence du pouvoir, du point de vue de celles et ceux d'en bas, aura été aussi visible à travers sa gestion calamiteuse de la crise sanitaire – sa cohérence, sa ligne directrice étant en faveur des riches et du système qui les soutient. En dépit de l'évidence, les contestations restent sans issue politique immédiate.

Or, moins le mouvement ouvrier organisé parvient à gagner contre le néolibéralisme, le démantèlement de tous les acquis et à imposer un projet de société qui réponde aux besoins du plus grand nombre, plus l'individualisme et la mise en concurrence se renforcent et avec eux l'autoritarisme et le danger de l'extrême droite. C'est à ce danger que nous devons faire face autant qu'au

gouvernement des riches dans cette période et pendant cette campagne.

BOUSCULER LE DUEL MACRON-LE PEN

Si certains annoncent déjà une campagne présidentielle éruptive² tant le personnel politique en présence semble peu susceptible de représenter un électorat volatile et en retrait, à commencer par celui de LRM, c'est sans doute que la situation reste ouverte.

De leur côté, pour les partis de « gauche », du PS au PCF, en passant par le possible candidat EELV, la perspective reste celle de la gestion du système. Quant à LFI, en dépit du fait que nous pouvons nous retrouver dans la rue sur des revendications communes, elle exprime un populisme de gauche qui refuse de s'affronter jusqu'au bout avec ce système. Ainsi, Jean-Luc Mélenchon, dont ce n'est pas la première sortie ambivalente voire chauvine, insiste-t-il dans une interview sur le droit des réfugiés afghans à s'installer en France, tout en expliquant que « *ce n'est pas toujours aux mêmes de prendre en charge tout le monde*³ ». Cette ambiguïté politique se retrouve dans bien des aspects du programme de LFI.

C'est pourquoi dans les prochains mois, probablement marqués par une instabilité sociale et politique profonde, notre campagne aura pour ambition de bousculer le jeu institutionnel et électoral, le duel Macron-Le Pen et de donner un écho aux luttes du monde du travail. Notre objectif est d'occuper le terrain



pour que ni la droite (bien entendu) ni la gauche traditionnelle, qu'elle soit libérale ou antilibérale, n'apparaissent comme des solutions, même sous forme de pis-aller.

LE MONDE DU TRAVAIL DOIT PRENDRE SES AFFAIRES EN MAINS

Il est grand temps que le monde du travail retrouve une force de frappe, prenne les mesures que lui seul peut prendre face aux urgences de l'heure et dessine les contours d'un projet émancipateur alternatif au capitalisme.

La « démocratie » sur laquelle repose la domination des capitalistes est elle-même bafouée au nom des intérêts individuels et particuliers, pour les profits et les dividendes, pour marchandiser, libéraliser toujours plus nos vies, le vivant en général. Nous n'avons rien à attendre du jeu institutionnel et tout à gagner à réunir nos forces et nos combats pour nous attaquer au capitalisme et imposer un monde plus juste, en créant dans les quartiers et les entreprises, les moyens de décider démocratiquement par nous-mêmes quoi produire et comment... Si les habitants de Notre-Dame des Landes ont pu gagner le combat contre l'installation d'un aéroport nocif sur des terres agricoles, les travailleurEs de nombreux secteurs, organisés et déterminés peuvent bien décider par eux-mêmes de produire des biens utiles en préservant le vivant, en répartissant le temps de travail entre toutes et tous.

Prendre ses affaires en mains collectivement et pour le bien-être de tous, c'est inventer déjà une autre société plus juste.

La campagne menée par notre candidat Philippe Poutou a pour objectif de fédérer et d'amplifier des luttes en cours pour transformer les colères vers une auto-organisation capable de donner naissance à cette nouvelle société. En ce sens, elle est un outil de réarmement intellectuel et politique, un outil pour l'action de notre camp social pour à la fois répondre à l'urgence et inverser le rapport de force.

Dans cette campagne, les travailleurEs auront l'occasion de signifier par leur vote ce qu'ils ont exprimé dans la rue tout au long du quinquennat : l'urgence du combat face aux problèmes sociaux et écologiques que le pouvoir au service du capitalisme ne peut résoudre.

DES MESURES POUR RÉPONDRE AUX URGENCES SOCIALES, DÉMOCRATIQUES ET ÉCOLOGIQUES

Pour répondre aux urgences sociales, écologiques et démocratiques, des solutions radicales sont nécessaires, des solutions qui conduisent à la socialisation des moyens de production. Dans ce but, nous centrons nos revendications autour de trois axes :

- **une vie et un salaire décents pour toutes et tous**, grâce à un SMIC à 1 800 euros, et une augmentation de 400 euros pour tous, la réduction massive du temps de travail, l'interdiction des licenciements, et une allocation d'autonomie pour tous les jeunes de 16 à 25 ans à hauteur du SMIC, l'interdiction des licenciements ;
- **le contrôle, la socialisation et l'extension des biens communs**, en renforçant et étendant les services publics pour se loger, se déplacer, se

soigner, s'instruire, en produisant pour répondre aux besoins du plus grand nombre et non pour vendre et faire des profits, en sortant de la logique de la rentabilité en matière d'énergie et d'agriculture pour préserver la planète, en développant la gratuité pour contrer la marchandisation, à commencer par la levée des brevets sur les vaccins, en expropriant et nationalisant les banques dans un monopole public et en planifiant l'économie.

- **la fin du régime autoritaire, raciste et inégalitaire** en faisant front au pouvoir qui cherche à contrôler nos colères en renforçant toujours plus les moyens répressifs de l'État, nous revendiquons l'égalité pour l'ensemble de notre camp social, la suppression des corps de police de répression et l'abolition des lois sécuritaires et liberticides (comme la loi dite de sécurité globale et la loi séparatisme), le droit de vote des étrangers à toutes les élections, l'ouverture des frontières et l'accueil des migrants sans condition, la liberté de circulation et d'installation avec ou sans papiers, la fin des discriminations et des violences faites aux femmes et aux personnes LGBTI.

Ce plan d'urgence qui pose la question de qui décide et pour quels intérêts, vise à inverser le rapport capital/travail et ouvre la voie à une extension des biens communs, à une socialisation et à une libération de tous les préjugés racistes et sexistes sur lequel le capitalisme s'est construit et perdure.

Nous n'avons pas l'illusion de penser que nous l'imposerons par les urnes, pas plus que nous ne pensons possible que notre seul parti puisse le mettre en œuvre. C'est par nos luttes, celles du monde du travail qu'il prendra corps, par l'addition des forces des travailleurEs organiséEs démocratiquement, conscients de solutions radicales à mettre en œuvre et déterminés.

CHANGER LE RAPPORT DE FORCE PAR LA GRÈVE

Ces mesures nécessitent une mobilisation et un affrontement collectif d'ampleur. C'est par la grève que nous pourrions les imposer et mettre en place un gouvernement du monde du travail, aussi fidèle aux intérêts de notre camp que Macron et Le Pen le sont à ceux des capitalistes. Les capitalistes ne lâcheront rien si nous n'attaquons pas directement leurs intérêts en bloquant l'économie et donc les profits. Or la



Meeting de campagne en 2017 à l'Université de Nanterre. © Photothèque Rouge



grève massive des travailleurEs organisés collectivement dans les entreprises et relayées dans les quartiers est la seule arme que nous ayons. En 1995, il avait été possible de faire reculer le gouvernement Juppé grâce à la grève continue de nombreux secteurs pendant près d'un mois. En 1968, la grève a fait flancher le pouvoir.

La grève, librement organisée et coordonnée en assemblée générale (et non décrétée pour une journée) constitue le début de la conduite de nos affaires et de l'inversion du rapport de force. Aller jusqu'au bout, c'est instaurer un gouvernement du monde du travail qui, comme la Commune de Paris il y a 150 ans, aura ses représentantEs éluEs « *aux convictions sincères, résolus et actifs [...] de préférence ceux qui ne brigueront pas les suffrages* ».

En choisissant un candidat issu du monde du travail, qui nous ressemble, le NPA veut défendre les intérêts des travailleurEs et un projet de société émancipateur alternatif au capitalisme. Cette campagne vise à renforcer la confiance des travailleurEs et la conscience de leurs intérêts communs et de leur capacité à résister et à gagner. Et la combativité est là...

INDÉPENDANCE DU MONDE DU TRAVAIL ET UNITÉ D'ACTION

Ce plan d'urgence peut servir d'appui pour construire des mobilisations et interpeller toutes les forces politiques et syndicales qui veulent défendre jusqu'au bout les intérêts des

travailleurEs, en finir avec l'exploitation, la souffrance au travail, les discriminations et la répression. Certaines des revendications que nous avançons peuvent être défendues avec d'autres forces du mouvement ouvrier pour irriguer la société largement et construire dans la rue les mobilisations et les contestations nécessaires.

Il ne suffit pas de proclamer que nous avons le bon programme, bien ficelé avec toutes les réponses ou que nous avons la meilleure organisation qui passe à l'action même de façon très minoritaire, pour que nous soyons suivis. Pour qu'un projet de société à la hauteur des enjeux des crises multiples du capitalisme puisse voir le jour, c'est-à-dire un projet écosocialiste, communiste et autogestionnaire, il nous faudra entraîner, enthousiasmer, construire avec d'autres forces, organisées ou non, rester ouverts tout en maintenant une politique qui défende jusqu'au bout les intérêts des travailleurEs et des opprimés.

UN PARTI POUR MENER CAMPAGNE ET POUR LA RUPTURE AVEC LE CAPITALISME

La campagne sera un jalon de la construction de notre parti. Ce n'est pas son objectif premier, qui est de faire entendre les intérêts des travailleurEs à grande échelle. Néanmoins, ces moments de débats électoraux et les moyens médiatiques qu'ils offrent sont propices à la politisation et à l'arrivée de jeunes et de travailleurEs dans

le parti. Il faut que ce soit encore plus vrai demain dans la situation d'urgences et de crises multiples.

La campagne sera l'occasion de trouver un écho et de rassembler autour de nous des milliers de personnes qui veulent changer le monde. Chaque militant, chaque sympathisant peut contribuer à ce que d'autres autour de lui s'émancipent, s'organisent. ChacunE porte en soi la possibilité de l'élargissement du NPA et de son audience. La construction d'un parti anticapitaliste et révolutionnaire est une nécessité pour peser sur les situations. Il se construit avec ou sans campagne électorale, dans les luttes quotidiennes, par la formation de l'ensemble de ses membres et s'ouvrant vers l'extérieur et en intervenant de façon unie. Faisons en sorte que cette campagne soit un accélérateur de débats et d'échanges pour que notre organisation puisse peser dans une situation hautement instable, marquée par les inégalités sociales, la pandémie et la catastrophe écologique. Il y a urgence ! Nous avons des réponses et nous aurons les parrainages, si nous nous y mettons toutes et tous ! C'est la première étape de cette campagne contre le monstre à deux têtes Macron-Le Pen. □

1) Serge Halimi, « Une embellie en France ? », Le Monde diplomatique, juillet 2021.

2) Olivier Faye, « Les mutations de l'électorat macroniste », Le Monde, 29-30 août 2021.

3) <https://melenchon.fr/2021/08/26/si-les-quartiers-populaires-votent-nous-serons-au-second-tour-interview-dans-le-dauphine/>

Ni Covid ni Macron

PAR LÉON CRÉMIEUX

Les manifestations déclenchées par les diktats concernant le pass sanitaire obligatoire et pour dénoncer les méthodes policières de Macron et de Blanquer, le chantage aux licenciements ou aux suspensions de salaire, sont justifiées. Mais les aspects contradictoires de ces manifestations imposent évidemment de mettre en avant une logique globale concernant l'action à mener contre la pandémie¹.

La situation nous impose d'avoir deux préoccupations complémentaires :

- Celle d'une politique de santé publique et de vaccination générale de la population pour combattre le Covid-19 et s'en protéger. C'est l'exigence d'une politique de santé qui ne se fixe pas seulement pour but une « politique sanitaire » évitant les hospitalisations et la saturation des services de réanimation, mais une politique de zéro Covid qui vise à éradiquer la pandémie en France et dans le monde (comme cela a été pratiquement le cas pour d'autres pandémies). D'où le lien avec la campagne pour la levée des brevets, alors que les pays d'Europe et d'Amérique du Nord ont accaparé l'essentiel des doses, tout en protégeant les trusts du Big Pharma, bloquant l'accès gratuit aux vaccins pour les autres continents.
- Celle du refus de la politique de Macron et du pass sanitaire, d'une vaccination rendue indirectement obligatoire de façon hypocrite et culpabilisante, pour les soignantEs, dans les lieux de loisir, avec la menace de la suspension du contrat de travail et le licenciement des salariéEs, maintenue en pratique avec la loi. Politique policière et criminalisante qui fait du contrôle par le pass sanitaire une question d'ordre public et de police et qui, par ailleurs, tourne le dos à une réelle politique de vaccination et de santé publique qui doit aller auprès des populations les moins vaccinées et, souvent, les plus à risque. Pire, la politique du pass sanitaire et du test PCR payant crée une dynamique d'évitement, amenant des malades à cacher leur maladie, d'autres à chercher de faux pass sanitaires, d'autres enfin à ne plus aller se faire tester ou soigner, y compris pour d'autres maladies.

POUR LA VACCINATION, CONTRE L'AUTORITARISME

Ces deux exigences sont présentées comme contradictoires symétriquement par le gouvernement et par les antivax, les partisans de la vaccination générale devant obligatoirement prendre leur parti de l'obligation du pass sanitaire, et les opposants au pass sanitaire faisant l'impasse sur l'impératif de la vaccination au nom de la « liberté individuelle ».

Nous devons refuser ce schéma binaire et nous positionner tout à la fois pour la nécessité de l'organisation, par les services publics de la santé et de la protection sociale, d'une vaccination générale contre le Covid (y compris des plus jeunes) ; et pour le refus des méthodes policières et autoritaires du gouvernement qui accroissent le système sécuritaire et policier développé par Macron et servent de substitut à une campagne organisée de vaccination.

On ne peut pas cultiver le flou sur l'une ou l'autre de ces positions. Il faut les gérer, y compris dans les manifestations, tout en essayant de donner une dynamique politique progressiste aux réactions et mobilisations actuelles contre le pass sanitaire et les mesures gouvernementales, manifestations qui vont rester présentes dans les semaines à venir (malgré le mois d'août et l'entrée en vigueur du pass), en s'appuyant notamment sur l'appel unitaire contre les mesures du gouvernement.

Pour ne pas tourner autour du pot, on doit clairement dire que nous sommes pour la mise en œuvre, par une campagne systématique, de la vaccination collective de toute la population contre le Covid (et sûrement donc pour que cette campagne se prolonge par les rappels nécessaires cet automne...), afin de rendre les contaminations les plus marginales possibles.

Cela suppose une organisation systématique de la vaccination (alors que celle-ci repose essentiellement aujourd'hui sur une démarche individuelle, notamment par la prise de rendez-vous par internet sur Doctolib), par une politique active des services de santé et de la Sécurité sociale, visant les personnes non vaccinées, les populations et les générations restées le plus à l'écart de la vaccination, en organisant des campagnes, non pas de culpabilisation et de menace, mais de transparence, d'information et de conviction nécessaires. Ce n'est pas une question de police ou de chantage à l'emploi ou à l'éducation. Une grande majorité de la population est favorable à la vaccination et le retard de la France, par rapport à la moyenne de l'UE, pour le nombre de personnes vaccinées est davantage dû au manque d'organisation et de moyens qu'à la partie réticente de la population. Inutile de refaire l'historique des errances du gouvernement cherchant à masquer sans cesse, par des prétextes fallacieux, l'absence de masques, de tests, de vaccins, d'organisation de la vaccination en masse. Ce n'est, par exemple, que depuis début avril que 35 grands centres de vaccination ont été ouverts (dénoncés auparavant comme « vaccinodromes » par le gouvernement), depuis le 16 avril que les moins de 70 ans sans facteur de comorbidité peuvent prendre rendez-vous pour se faire vacciner (!), depuis le 15 juin que les 12-17 ans peuvent se faire vacciner. De même, on se rappelle l'insistance à dire pendant des mois que les jeunes n'étaient pas à risque, justifiant l'absence de réels protocoles sanitaires dans les collèges et lycées. Au fil de mois, le gouvernement lui-même a flotté avec complaisance sur les réticences à la vaccination générale de la population, au lieu de dire clairement

qu'il devrait organiser la vaccination globale pour combattre le virus.

DÉFENDRE LA VACCINATION, COMPRENDRE LA DÉFIANCE

Nous ne sommes pas agnostiques en ce qui concerne la place des vaccinations dans les politiques de santé. Ce n'est pas un choix individuel, une opinion laissée à la liberté et au choix de chacun. C'est une question de santé publique. Il en a toujours été ainsi (sauf contre-indication médicale à la vaccination) et les vaccinations infantiles n'ont jamais reçu que des refus marginaux (même l'extension aux 11 vaccins il y a quatre ans qui s'était faite de façon tout aussi autoritaire avec une totale complaisance pour les trusts pharmaceutiques et sans aucune démocratie sur l'utilité des nouveaux vaccins et l'utilisation des adjuvants). Mais avec la pandémie de Covid depuis 18 mois, les traitements et les vaccins ont alimenté, notamment en France avec les errements de Macron, le scepticisme et fait les choux gras des thèses complotistes et antivax. Si celles-ci dépassent les milieux habituels, c'est bien que les thèses complotistes (bien présentes parmi les salariéEs, et même dans nos milieux syndicaux) ont été renforcées par tous les errements de la communication gouvernementales, des déclarations et décisions contradictoires de Macron, Castex et Cie. Mais c'est aussi l'effet boomerang du manque de transparence et d'association de la population pour tout ce qui a concerné le Covid, des politiques de profit des trusts pharmaceutiques, souvent au mépris de la santé des patientEs, des scandales créés par la mise sur le marché ou l'utilisation détournée de divers médicaments, comme le Mediator, le Levothyrox nouvelle formule, le Distilbène, et l'absence d'action des pouvoirs publics dans ces affaires. Il en est de même du scandale du Chloroquine aux Antilles, qui a alimenté les réticences d'une partie de la population à la vaccination. Tout cela a largement érodé la crédibilité des communications gouvernementales sur le terrain médical, liée à l'absence de transparence et d'une politique réellement indépendante des trusts pharmaceutiques. Enfin, la cacophonie de la communication scientifique a permis que certains réseaux sociaux et des chaînes comme CNews et BFM-TV créent un brouillard et une absence de repères rationnels pour une partie de la population, aucune voix et aucune information ne devenant plus crédible qu'une autre. De manière générale, la perte de



Une agente de la ville de Chambéry contrôle le pass sanitaire d'une spectatrice avant son entrée au concert organisé à la cathédrale Saint François de Sales.
© Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

crédibilité des dirigeants politiques, la désorganisation et la pénurie de moyens des services de santé et de Sécurité sociale, leur éloignement physique croissant pour la population, liée à la faiblesse d'un mouvement social et ouvrier porteur d'une parole audible, accentuent ce phénomène.

UNE QUESTION DE SANTÉ PUBLIQUE

Il est donc vital que se fasse entendre une parole claire et audible concernant les questions de santé publique. Il faut qu'elle fasse le lien entre les exigences sur ce terrain et le combat pour une société fondée sur les biens communs, la gestion publique et transparente de toutes les productions et services vitaux pour la population. Cela concerne aussi bien le domaine de la santé, des transports et de l'énergie. De même la pandémie met en relief les conditions de vie des classes populaires, concentrant plusieurs facteurs qui aggravent la vulnérabilité aux virus et aux maladies en général (habitat, alimentation, souffrance au travail, violences familiales). Cette vulnérabilité est bien la conséquence d'un système économique et politique. Toutes ces questions sont liées et imposent encore davantage le refus de culpabiliser des exploités et des opprimés rendus responsables de leur protection vaccinale plus faible que les classes dominantes ou aisées. Aujourd'hui, si les manifestations regroupent beaucoup de personnes hostiles à l'idée de se faire vacciner, avec des tentatives d'hégématisation par des antivax et l'extrême droite, elles regroupent aussi des couches, souvent militantes, de personnes soit déjà vaccinées soit qui vont l'être mais qui refusent les diktats de Macron et combattent le gouvernement comme sa politique autoritaire et policière.

C'est bien une question de santé publique, de protection de l'ensemble de la population contre ce virus. C'est une question collective qui concerne toute la société, tout comme l'a été et l'est encore à l'échelle mondiale la lutte contre les épidémies mortelles. C'est bien la découverte de la vaccination par le médecin anglais Jenner à la fin du XVIII^e siècle qui a permis d'éradiquer la variole. La poliomyélite, la diphtérie, la rougeole, le tétanos, la tuberculose ne sont plus des fléaux grâce aux vaccins. Nous nous sommes toujours prononcés pour des politiques de santé et de prophylaxie (ensemble de moyens médicaux mis en œuvre pour empêcher l'apparition, l'aggravation ou l'extension des maladies, NDLR) organisées pour protéger la population. Les vaccinations infantiles font partie de ces politiques. Nous ne partageons donc pas la logique antivax, nous la combattons et sommes au contraire pour que l'ensemble de la population de la planète ait accès rapidement et gratuitement aux doses nécessaires pour se protéger, avec évidemment un contrôle public et transparent des produits mis sur le marché. Dans l'état actuel des connaissances disponibles, les vaccins anti-Covid représentent une efficacité massive réelle et ne présentent pas de risques particuliers par rapport à d'autres vaccins. Bien sûr il ne faut pas nier qu'il y ait des effets secondaires, bénins ou plus graves, possibles, mais sans rapport avec les chiffres catastrophiques annoncés sur les réseaux sociaux par les antivax, qui mettent en avant ces risques pour refuser les vaccins – et certains parmi eux sont antivax dans l'absolu. Des polémiques identiques ont existé et existent sur tous



les autres vaccins, la variole, l'hépatite B, le BCG... avec des campagnes de vaccinations qui ont rencontré des vrais problèmes, limités mais réels. Encore une fois comme pour beaucoup de médicaments, d'actes médicaux ou comme l'hospitalisation elle-même avec les maladies nosocomiales (infections contractées au cours d'un séjour dans un établissement de santé, NDLR). Cela renforce la nécessité de contrôler et limiter ces effets secondaires, d'un système de santé publique solide et équipé, d'une socialisation des trusts pharmaceutiques, d'une pharmacovigilance publique et indépendante du Big Pharma... Mais cela ne doit pas nous faire rejoindre le camp des vaccinosceptiques. Par ailleurs, tous les rapports des épidémiologistes préviennent (et prévenaient déjà avant 2020) qu'avec la facilité des transports internationaux, humains et de marchandises, les conséquences de l'urbanisation, des déforestations et des changements climatiques, et la situation sanitaire et de logement des classes populaires dans beaucoup de pays, nous devons nous attendre à d'autres catastrophes sanitaires, notamment par des zoonoses, comme celle du Covid-19. Donc autant essayer d'être clairs et cohérents. En cela, la lutte contre les pandémies et la lutte contre les changements climatiques et les méfaits de la mondialisation capitaliste sont directement et durablement liés.

LE GOUVERNEMENT TENTE DE MASQUER LES VRAIS PROBLÈMES

L'hypocrisie du gouvernement est de masquer la nécessité d'une véritable politique de santé publique, avec les moyens nécessaires, et de vaccination générale en faisant porter sur les soignantEs et les jeunes la responsabilité de stopper la quatrième vague. Il mène donc une campagne « d'urgence », pour faire baisser les courbes, contre ces catégories de la population. Pourtant, et depuis des mois, la situation exige, non pas d'organiser des contrôles policiers, des menaces d'amendes, de suspensions de salaire et de licenciements, mais la vaccination collective, dans notre pays et dans le monde entier, avec une campagne de santé publique, notamment auprès des plus précaires : organiser dans les quartiers populaires et auprès des personnes âgées des tournées de personnels de santé et des services sociaux pour amener l'information et les vaccins auprès de celles et de ceux qui y ont le moins accès, mettre à contribution les services de la

Sécu (avec le personnel et les moyens nécessaires) et garantir de manière durable un système de santé qui protège la population de nouvelles épidémies, avec des lits et des personnels dans les hôpitaux et dans tous les services de la protection sociale.

La question de la vaccination collective renvoie tout de suite à des maux générés ou aggravés par le système capitaliste : la dégradation de la couverture hospitalière avec le manque de lits et de personnels de santé, le manque de personnels de services sociaux dans les collectivités territoriales, la situation précaire des EHPAD, dont la moitié est privée, le maintien dans le secteur privé de la production pharmaceutique. Dans des départements comme la Seine-Saint-Denis, la pénurie de services sociaux est patente devant l'absence de moyens pour donner accès à la vaccination à des populations précaires. Enfin la question de la prise en charge pratique et financière de l'isolement est toujours béante. Les conditions d'habitat pour une grande partie des familles des classes populaires rendent inopérant tout isolement à domicile et il n'y pas de prise en charge financière globale des frais d'hôtel ou de résidences dédiées.

Macron a décrété l'obligation vaccinale pour « certaines » professions, stigmatisant à grand renfort de presse les soignantEs « irresponsables » et imposant le pass sanitaire pour les loisirs (bars, restaurants, voyages train/avion...) et galeries commerciales, clients et commerçants. Les enseignantEs, policierEs, militaires, agentEs SNCF et des compagnies aériennes (sauf les hôtesses et stewards), postierEs ne sont pas encore concernés par l'obligation vaccinale. À juste titre, les syndicats de la santé se sont insurgés devant cette stigmatisation, mesure venant d'un gouvernement qui, il y a quelques mois, obligeait les soignants testés positifs, mais asymptomatiques, à continuer de venir au boulot. De même, Sud-santé et la CGT, tout en refusant la stigmatisation des soignantEs, multiplient les exigences pour une politique de santé publique, à même de lutter contre cette pandémie... et d'autres zoonoses à venir !

REFUSER LE PASS SANITAIRE, COMBATTRE LES POSITIONS ANTIVAX

De manière immédiate et pour les semaines qui viennent, il faut évidemment aller vers la vaccination collective en France et assurer la levée des brevets, la production et la gratuité des vaccins pour

que toutes les régions du monde qui n'ont pas accès aux vaccins en disposent rapidement. Des effectifs, lits et services en nombre suffisant. Une politique de santé publique revenant sur toutes les coupes faites pour les services de santé dans les collectivités locales.

Combattre pour la vaccination collective contre le Covid, comme mesure de santé publique et non pas comme « libre choix individuel », ne veut pas dire imposer aujourd'hui la vaccination obligatoire contre le Covid qui, en prenant un aspect légal, prendrait aussi un aspect pénal et répressif ! Aussi devons-nous combattre la vaccination obligatoire hypocrite de Macron qui tourne le dos à une campagne de vaccination collective.

On ne peut pas échapper à la question d'être pour ou contre la vaccination collective contre le Covid comme mesure de santé publique visant à protéger l'ensemble de la population. De même, que, en général, on ne peut pas échapper à une prise de position pour ou contre les vaccinations infantiles telles qu'elles existent aujourd'hui (même si on devrait pouvoir débattre de l'utilité des fameuses 11 vaccinations obligatoires), en comprenant bien que la vaccination contre le Covid deviendra, probablement, elle aussi un impératif mondial dans les années à venir, ce qui impose encore plus la gratuité des vaccins et la levée des brevets.

La méthode hypocrite et contraignante utilisée pour arriver à la vaccination (le pass obligatoire) entraîne évidemment une colère importante que n'ont jamais engendrée les autres vaccinations obligatoires. La pénurie hospitalière, l'opacité des contrôles sur les grands groupes industriels pharmaceutiques, les mensonges et incuries successives du gouvernement, les mensonges fréquents et la politique de profits des trusts pharmaceutiques, les méthodes autocratiques et autoritaires du gouvernement entraînent, pour certains, un rejet pêle-mêle de la vaccination et du pass sanitaire, avec un large mécontentement et des manifestations populaires qui rappellent le début des mobilisations des Gilets jaunes. Mais elles sont essentiellement motivées par l'obligation de l'instauration immédiate du pass sanitaire et de la vaccination obligatoire sous peine de licenciement ou de suspension de salaire. Soutenir ce mouvement ne doit pas empêcher de combattre les ambiguïtés ou, pire, les positions des antivax sur la nécessité même de la vaccination. □

1) Article également publié sur Contretemps-web.

Retour sur les élections territoriales de Guyane

PAR ADRIEN GUILLEAU

Les élections pour la Collectivité territoriale de Guyane qui se sont tenues en juin dernier ont vu la chute inattendue « du roi Roro » qui régnait pourtant en maître sur la Guyane depuis plus de dix ans. C'est la fin d'un soutien indéfectible de l'État français qui ouvre de nouvelles perspectives pour la Guyane.

« L'HOMME FORT INCONTOURNABLE DE LA GUYANE »

C'est par ces mots qu'Emmanuel Macron qualifiait Rodolphe Alexandre lors de sa visite en Guyane en vue de l'élection présidentielle en décembre 2016. Vieux baroudeur de la politique, Rodolphe Alexandre dit « Roro » a débuté sa carrière dans les années 80 à l'aile gauche du Parti Socialiste Guyanais (PSG), proche de la tendance Maoïste de l'époque. Après de longues années dans le sillage de ses aînés, il finira par se faire un nom en devenant conseiller municipal, puis premier adjoint au maire de Cayenne. En 2007, il annonce soutenir Nicolas Sarkozy lors de l'élection présidentielle. Quelques mois plus tard, il se présente à l'élection municipale de Cayenne contre le maire sortant, ce qui lui vaudra son exclusion du PSG. Après avoir remporté la mairie de Cayenne en 2008, « Roro » va être un des rares hommes politiques guyanais à prendre position contre l'évolution statutaire lors du référendum de 2010, devenant de fait la voix officielle du pouvoir colonial. Suite à la campagne hautement diffamatoire menée par l'équipe d'Alexandre, le référendum connaîtra une très faible mobilisation électorale permettant au Non de l'emporter ! Dans le sillage de cette élection, Rodolphe Alexandre va gagner les élections au Conseil régional avec le soutien officiel de l'UMP, puis en 2015 les élections à la Collectivité territoriale de Guyane (CTG) qui rassemble le Conseil régional et le Conseil général de Guyane. Enfin, en 2017, il soutient

officiellement Emmanuel Macron lors de l'élection présidentielle.

DES SOUTIENS POLITIQUES CONSÉQUENTS MAIS UN BILAN CATASTROPHIQUE

Rodolphe Alexandre se présente aux élections de la CTG avec des atouts majeurs : 19 des 22 maires de Guyane le soutiennent, il a le soutien d'un des deux députés et d'un des deux sénateurs de Guyane, l'opposition au sein de la CTG a disparu et depuis 2014 aucun parti politique historique n'est représenté dans l'assemblée de la CTG. Il semble avoir les coudées franches. Cependant, depuis le grand mouvement social de 2017, sa notoriété s'est largement effritée. Considéré à juste titre par une frange importante de la population comme le relais de la politique coloniale, il est mis en cause dans le non-développement du territoire guyanais. Et pour cause ! Le bilan est catastrophique, en 10 ans pas un collège ni un lycée n'ont été construits, alors que la population a augmenté de 40 %, laissant ainsi sur le carreau plus de 10 000 enfants non scolarisés selon le dernier rapport de l'Unicef. L'enclavement de la Guyane (territoire grand comme le Portugal traversé par une seule route allant d'est en ouest sans infrastructures routières vers le territoire de l'intérieur) s'est prolongé avec seulement 2,5 km de route réalisés. Les services de prévention sanitaire, les services sociaux, l'aide sociale à l'enfance sont sous-dimensionnés entraînant de graves aberrations de prise en charge.

La formation professionnelle ainsi que les formations sociales et médico-sociales sont en grande souffrance et largement en deçà des besoins du territoire. Enfin, à plusieurs reprises depuis le mouvement social de 2017, Rodolphe Alexandre a tenté de s'opposer au processus d'évolution statutaire pourtant inscrit dans « les Accords de Guyane », ce qui a provoqué plusieurs mobilisations de la société civile.

FACE À RORO, UNE TENTATIVE D'UNION DES GAUCHES AU PREMIER TOUR

À partir de décembre 2020, l'ensemble des acteurs de la gauche sociale et politique vont tenter de se coordonner afin de créer une alliance pour éviter une réélection de Rodolphe Alexandre au premier tour. Alors que le processus d'alliance semblait s'achever, un désaccord sur le nom de celui qui conduirait la liste va faire capoter le processus. D'un côté, Gabriel Serville, député de Guyane et chef de file de « Péyi Guyane » (parti fondé autour de sa candidature à la députation) prépare sa candidature de longue date, il est soutenu par « Guyane Insoumise » (une émanation de La France insoumise, composée de militants peu insérés sur le territoire), de l'autre Jean-Paul Ferreira, maire d'Awala-Yalimapo (commune amérindienne du littoral ouest), soutenu par l'ensemble



des forces de la gauche historique de Guyane (PSG, MDES, Walwari, Guyane Écologie, NFG¹). Les raisons de cette non-alliance sont à rechercher dans l'expérience de la conquête de la mairie de Matoury en 2014, qui s'était réalisée grâce à une alliance de toutes les forces de gauche face à l'indétrônable Jean-Pierre Roumillac soutenu par Rodolphe Alexandre. Après avoir gagné la mairie, d'importantes frictions étaient apparues entre le nouveau maire Gabriel Serville et les représentants des autres formations de gauche. Finalement, l'alliance explosa, ce qui permit à Serge Smock, transfuge du PSG, de récupérer la mairie en s'alliant avec l'ancien maire Roumillac. En outre, de nombreux militants du MDES considèrent Gabriel Serville comme un politicien bourgeois capable de reproduire le même revirement que Rodolphe Alexandre et devenir le nouveau pion du pouvoir colonial.

LES TROIS COMPOSANTES HISTORIQUES DE LA GUYANE FACE À RORO

Finalement trois listes se sont présentées au premier tour face au Président sortant. Elles ont la particularité d'être conduites par des membres des diverses communautés historiques de la Guyane, ce qui constitue une première dans un territoire où, jusqu'à présent, le jeu politique était sous contrôle de la communauté créole du littoral. Ainsi, à côté de Gabriel Serville (créole du centre littoral) on a vu la liste conduite par Jean-Paul Ferreira (amérindien Kaliña de l'ouest guyanais) et celle de Jessy Américain (noir marron Aluku du Maroni²). Ces trois listes ont dès le départ pris un engagement moral de ne pas s'attaquer entre elles, mais bien de combattre le président sortant, dont un nombre important de maires colistiers avaient été directement investis par LREM lors des dernières élections municipales. Cette diversité de l'offre politique aura permis de remettre en avant l'unité du peuple guyanais dans toutes ses composantes culturelles et « ethniques » face au représentant de l'État, comme lors du grand mouvement social de 2017.

UNE ÉLECTION EN PLEINE TROISIÈME VAGUE DE COVID

Cette élection s'est déroulée dans un

contexte particulier de troisième vague épidémique liée au variant dit brésilien, avec l'état d'urgence sanitaire qui a été prolongé (depuis mars 2020, la Guyane n'a connu que trois semaines sans état d'urgence sanitaire entre septembre et octobre 2020) et avec un couvre-feu et un confinement le dimanche (depuis le 17 mars 2020, le couvre-feu n'a jamais été levé sur le territoire guyanais). Au premier tour des élections, on dénombrait 40 lits de réanimation occupés par des patients Covid, ce qui représente une suroccupation des lits de réanimation de plus de 400 %. Face à cette situation, l'ensemble des candidats de gauche a demandé le report des élections afin d'éviter l'aggravation de la crise sanitaire et pour garantir une mobilisation électorale conséquente. Cependant, Rodolphe Alexandre, soutenu par 19 des 22 maires de Guyane, a plaidé pour le maintien des élections et a été suivi par le gouvernement français. Probablement faut-il voir dans cette volonté de maintien des élections une stratégie de « prime au sortant » sur fond de faible mobilisation électorale. D'ailleurs, le slogan du Président sortant fut « un jour, un tour » appelant ses partisans à se déplacer massivement pour permettre sa réélection dès le premier tour.

UN PREMIER TOUR ANNONCIATEUR DE LA DÉBÂCLE

Au soir du premier tour, la déception pouvait se lire sur les visages des militants du Président sortant. Malgré une très forte abstention (66 %), il n'obtint que 43 % des voix et perd son pari de remporter la majorité absolue dès le premier tour. Derrière, l'écart entre Gabriel Serville et Jean-Paul Ferreira est minime (27 % contre 23,5 % soit 1 500 voix d'écart), enfin Jessy Américain réussit à atteindre les 5 % lui permettant de fusionner sa liste pour le second tour. À la surprise générale, la contreperformance de Rodolphe Alexandre se concentre sur le centre littoral (concentrant la moitié de la population guyanaise) qui est sa région historique. Sur le reste du territoire, il arrive largement en tête avec parfois des scores dignes de dictateurs postcoloniaux. Gabriel Serville, pour sa part, fait des scores importants sur le centre littoral, dépassant notamment le candidat sortant à Cayenne, mais fait des scores inférieurs à 5 % dans certaines zones de l'intérieur guyanais.

Jean-Paul Ferreira obtient un score très honorable avec la particularité de maintenir un score aux environs de 20 % sur l'ensemble du territoire guyanais. Enfin, Jessy Américain fait le gros de son score dans l'ouest guyanais d'où il est originaire.

UNE FUSION DE LISTES DOULOUREUSE...

Conformément à l'accord tacite entre les trois candidats de gauche, une fusion s'est opérée au second tour entre les trois listes derrière Gabriel Serville, arrivé en seconde position. Cependant cette fusion fut douloureuse et mouvementée. Gabriel Serville tenant sa revanche à l'issue du premier tour, il exigea lors de la fusion d'épurer la liste de tous les militants historiques de gauche qui composaient la liste de Jean-Paul Ferreira. Ainsi, des militants de Walwari, du PSG, de Guyane Écologie ou du MDES ont été mis sur le banc. Les militants historiques du MDES Jean Victor Castor et Fabien Canavy³ ont été pour l'un sorti de la liste et pour l'autre mis en position inéligible, créant de très vives tensions. Finalement, la priorité de « dégager Roro » a pris le pas et au dernier moment une liste fusionnée a été déposée. Si Walwari a préféré ne pas soutenir la liste fusionnée, les autres organisations de gauche ont tout de même maintenu leur soutien dans l'optique d'une alternance politique.

...MAIS UN DÉNOUEMENT VICTORIEUX

La campagne du second tour fut extrêmement courte, mais elle a suffi pour remobiliser le corps électoral malgré l'épidémie de Covid (13 000 votants supplémentaires). Le résultat est sans appel, la liste de Gabriel Serville recueille 55 % des voix contre 45 % pour Rodolphe Alexandre. La différence s'est surtout réalisée sur le centre littoral (de Cayenne à Kourou) où deux électeurs sur trois ont voté pour la liste de gauche. La nouvelle majorité dispose d'une majorité confortable de 35 sièges contre 20 sièges pour l'opposition.

UNE VICTOIRE QUI OUVRE DE NOUVELLES PERSPECTIVES EN TERMES D'ÉVOLUTION STATUTAIRE

La chute du « valet du pouvoir colonial » a dégagé l'horizon concernant la possibilité d'une évolution statutaire de la Guyane. Les « accords de Guyane » issus du soulèvement



© FB "Jean-Paul Ferreira Guyane 2021"

populaire de 2017 prévoient explicitement la possibilité pour la Guyane d'organiser un nouveau référendum pour permettre de sortir du carcan de la « départementalisation ». Depuis 2017, Rodolphe Alexandre a tenté par diverses manœuvres de limiter cette perspective de changement de statut, allant même jusqu'à proposer une « loi Guyane » qui devait correspondre à la réforme constitutionnelle de l'article 73 prévue par Macron, mais qui n'a finalement jamais eu lieu (la réforme constitutionnelle a capoté faute d'accord politique avec la droite majoritaire au Sénat). Finalement, contraint par le mouvement social (il y a eu plusieurs mobilisations en 2019 et 2020 à l'appel du « Front pour un changement statutaire » qui rassemblaient l'intégralité des forces sociales et politiques de gauche de Guyane), le Congrès des Élus de janvier 2020 a pris une résolution à l'unanimité en faveur de la création d'un statut *sui generis* pour la Guyane⁴. Cependant, les partisans de Rodolphe Alexandre entendaient introduire dans ce statut un minimum de compétences propres là où le « Front pour le changement statutaire » demandait une large autonomie à l'image de la Kanaky. Ce changement de majorité est donc un

point d'appui important pour avancer dans cette démarche d'évolution statutaire.

UNE NOUVELLE PÉRIODE POUR LE MDES

Du côté des forces anticolonialistes, le MDES ressort plutôt renforcé de cette période électorale. La voix de ses leaders a beaucoup compté dans tout le processus électoral, donnant un certain rôle central incontournable au MDES. Bien que les membres historiques aient été écartés de la nouvelle assemblée, on dénombre trois élues issues des rangs du MDES, trois femmes jeunes appartenant à une nouvelle génération militante. Afin de ne pas faire vaciller sa majorité, le nouveau Président de la CTG a souhaité intégrer toutes les forces politiques présentes sur la liste d'union dans son exécutif et les trois camarades y figurent. Bien que l'intégration à l'exécutif soit risquée en termes de liberté de ton, les camarades comptent bien apporter leur contribution dans cette nouvelle gouvernance, en particulier sur la question de l'évolution statutaire. La période qui s'ouvre est pleine d'espoir, mais il faudra surmonter les pièges d'une possible institutionnalisation du MDES ou encore d'une possible dérive autonomiste. Pour ce faire, la tenue de débats stratégiques

concernant la structuration de la future Guyane autonome et son articulation avec la perspective d'une future indépendance seront incontournables. □

1) MDES : Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale, principal mouvement indépendantiste de Guyane, dans lequel militent nos camarades.

Walwari : formation créée par Christiane Taubira de tendance nationaliste de gauche.

Guyane Écologie : émanation locale des Verts.

NFG : Nouvelle Force de Guyane, mouvement politique créé par la sénatrice Marie-Laure Phinéra Horth.

2) La Guyane regroupe une importante diversité culturelle et linguistique avec plus de 30 langues parlées. On considère que trois grands groupes sont les piliers historiques de la Guyane. Les Amérindiens composés actuellement de sept « nations », les Kaliña vivent essentiellement sur le littoral ouest. Les « noirs-marrons » descendants d'esclaves s'étant soulevés et ayant fui les plantations, dont les Aluku qui se sont installés il y a 250 ans sur les rives du fleuve Maroni, actuelle frontière avec le Surinam. Les créoles qui sont issus du métissage colonial et postcolonial au gré des nombreuses migrations qu'a connues le territoire.

3) Jean Victor Castor est l'ancien secrétaire général du MDES, Fabien Canavy est l'actuel secrétaire général du MDES. En tant qu'anciens conseillers régionaux, ils furent tous deux des artisans centraux du processus d'évolution statutaire qui a conduit au référendum de 2010.

4) Le « Congrès des Élus » rassemble l'ensemble des maires, députés, sénateurs et conseillers territoriaux de Guyane. Il est compétent sur les grandes orientations statutaires du territoire. Après débat, le Congrès des Élus a décidé d'orienter la Guyane vers un statut propre qui ne répond pas aux impératifs de l'article 73 ou 74 de la Constitution. Une fois le projet finalisé, il sera adressé au gouvernement français qui devra convoquer un référendum pour son adoption.

Après la pandémie, continuer à résister au projet Blanquer

PAR ANTOINE BOUYOU

Blanquer sera, fin septembre 2022, le ministre de l'Éducation nationale qui est resté le plus longtemps en poste sous la 5^e République. Il a largement utilisé ce temps pour mettre en place son programme pour l'École.

Depuis son arrivée, et avant la crise du Covid, voilà ce qu'il avait engagé : soutien au privé hors-contrat, injonction sur les méthodes de lecture, fin des « plus de maitres que de classes » sans évaluation du dispositif, réforme du bac concrétisée par la mise en place des E3C et Parcours sup, réforme du bac professionnel, dédoublement dans les classes REP/REP+, mise en place des évaluations nationales standardisées et du pilotage par les résultats, statut de la direction d'école, transformation des missions fondamentales des Rased, mise en place des pôles inclusifs d'accompagnement localisés (PIAL), loi pour l'école de la confiance, externalisation de l'orientation scolaire, réforme de la formation initiale, et il en manque... Le tout dans un cadre de transformation des règles fondamentales de la fonction

publique, dont le paritarisme. Quatre ans de « réformes » intensives, menées contre la profession et au détriment des élèves, de leurs familles.

Il y a une continuité totale entre l'avant et l'après crise sanitaire. L'exemple le plus récent, le « Grenelle », va dans ce sens. Annoncé pour répondre à la mobilisation des retraites, ses conclusions sont une totale reprise des idées écrites par Blanquer en 2016 dans « L'école de demain ». Il nous semble nécessaire

de revenir sur une analyse plus systématique, moins conjoncturelle. Aussi bien sur l'école, son rôle dans un monde capitaliste, que sur la société.

BLANQUER UN LIBÉRAL EN MISSION

Si le Covid a pu représenter une opportunité, il n'a joué qu'un rôle catalyseur, loin d'être un élément déclencheur. Une analyse trop liée à la crise sanitaire pourrait désarmer pour l'après : si la crise s'arrêtait, cela pourrait arrêter Blanquer ou a



Paris, le 4 avril 2019 grève et manifestation des enseignantEs contre la réforme Blanquer. © Photothèque Rouge / JMB

minima atténuer sa politique. Dans cette optique, il faudrait juste faire le dos rond en attendant que cela passe. Nous savons qu'il n'en sera rien : Blanquer n'est pas un opportuniste mais un idéologue. À qui il reste un an pour « finir le travail ». Et si rien n'est fait, il poursuivra son œuvre.

L'écueil majeur d'une analyse prenant la pandémie comme un déclencheur, c'est une forme de relativisation du projet global des libéraux pour l'école, de la place de cette dernière dans une société de classe, et la nature systémique du capitalisme : son but n'est pas l'application

scolaire et de l'émancipation de la jeunesse.

SAISIR LES POSSIBLES, MÊME QUAND LA VOIE EST ÉTROITE

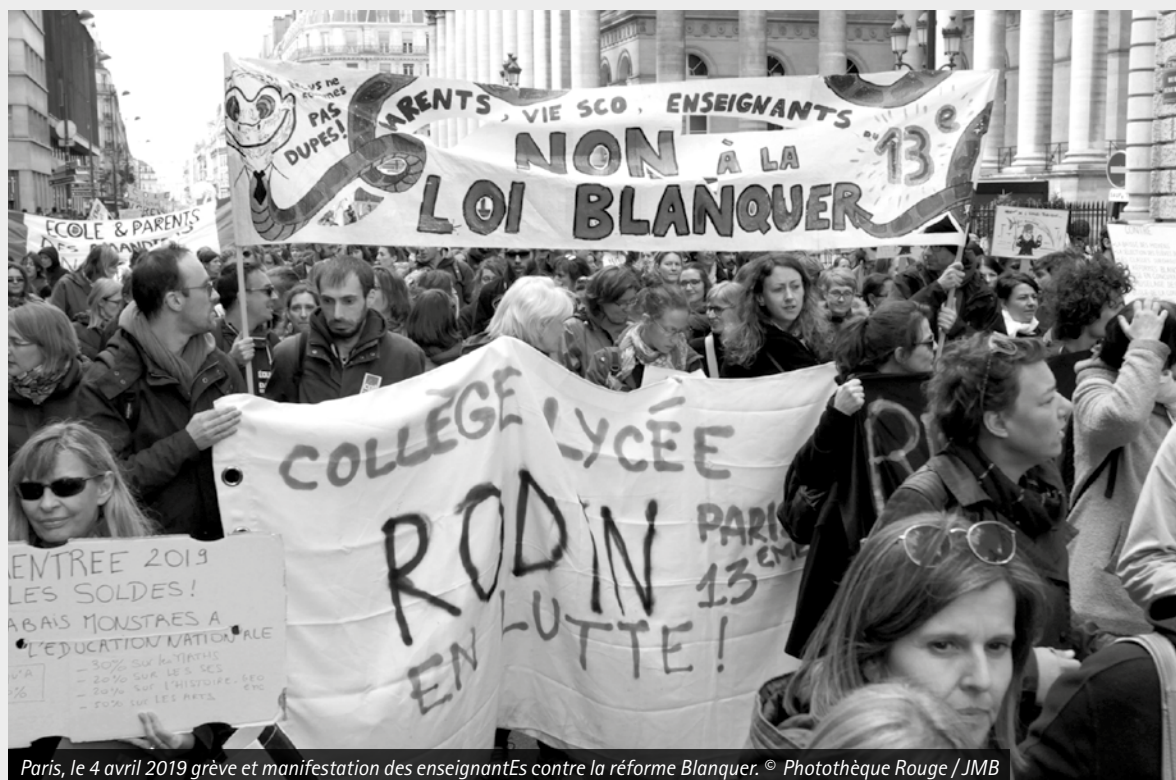
Cette crise sanitaire a surtout entraîné l'affaiblissement des capacités de résistances. D'abord en détruisant les collectifs de travail, les échanges physiques, les rencontres avec les collègues. En individualisant ensuite les problématiques, dans un climat anxieux et « corona-centré ». Tout cela a fatigué les corps et les esprits, complexifié la construction d'équipes mobilisées. Et cela dans

la non-redistribution des richesses entre les premierEs de corvée et les premierEs de cordée est flagrante. Elle pose aussi avec beaucoup d'acuité la question du « qui décide de quoi », elle a démontré à une échelle inégalée l'importance des services publics, a dévoilé le caractère inéluctablement autoritaire du libéralisme...

Pour nos collègues, la crise a montré la place des enseignantEs dans ce système : garder les enfants pour maintenir le profit créé par les parents. La gestion plus que catastrophique a rendu Blanquer plus impopulaire

qu'aucun autre ministre avant lui. Elle a permis enfin de faire la démonstration à une échelle large des carences abyssales en termes de moyens humains notamment, de formation, des soucis sur le bâti scolaire mais surtout montré que si l'École a tenu, c'est parce que les personnels la portent à bout de bras.

Gageons que la prise de conscience collective peut



Paris, le 4 avril 2019 grève et manifestation des enseignantEs contre la réforme Blanquer. © Photothèque Rouge / JMB

de telle ou telle recette mais une modification en profondeur des classes sociales en France. Blanquer met en place une école au service de ce projet, avec les réformes pour y parvenir, aussi bien pour les élèves que pour les personnels.

Ce constat qui s'inscrit dans une continuité plus ancienne d'au moins 20 ans où la quantité se transforme en qualité et se cristallise sous Blanquer. La continuité de celles et ceux qui ont renoncé à d'autres modèles de société (PS, PCF...) : même s'ils critiquent l'action gouvernementale actuelle, ils n'ont rien fait quand le pouvoir était entre leurs mains. Une continuité d'un projet d'école de classe, à l'opposé du « toutes capables », de la démocratisation

une accélération de ce qui était déjà en cours depuis la loi travail : un État libéralo-autoritaire qui réprime tous ceux et toutes celles qui osent résister.

La crise rend aussi plus complexe la discussion avec les collègues, quand ils-elles réussissent à sortir la tête de l'eau, se posent des questions contextuelles et immédiates. Il faut donc utiliser ces questionnements légitimes, car impactant directement les conditions de travail, pour construire un mouvement de fond permettant de remettre en cause l'intégralité du projet Blanquer.

La crise ouvre aussi des possibles. Elle crée une accélération des confrontations entre les intérêts de la majorité et ceux de la minorité,

s'opérer. Face aux injonctions contradictoires et aux absences d'anticipation des problèmes à venir, la question de la désobéissance au ministre gagne du terrain dans la profession. Cela doit se fonder sur une analyse systémique de l'École. Il est essentiel d'arriver à articuler la cohérence de notre projet global avec des revendications immédiates, sur la gestion sanitaire, des salaires et des conditions de travail et d'étude, et des revendications transitoires. La pierre d'angle est d'exiger la démission de Blanquer.

Redonner du sens à un projet d'école émancipatrice pour toutes et tous et mettre la profession en mouvement pour y parvenir devrait être possible. □

La crise sanitaire accélère la casse de l'enseignement professionnel

PAR SYLVAIN F.

Macron et Blanquer font de l'enseignement professionnel et l'apprentissage un axe majeur de leur politique libérale. Cela suppose des transformations importantes, que la pandémie rend possibles aujourd'hui.

La jeunesse des milieux populaires, issue des zones rurales ou des quartiers populaires qui est largement¹ scolarisée dans les lycées pro s'est retrouvée particulièrement percutée par la crise sanitaire : les jeunes et leurs familles ont été plus touchés que d'autres par la maladie. Elle fait aussi les frais d'une politique de démantèlement de l'enseignement professionnel public alors que la crise sanitaire a fragilisé nombre de ces jeunes. Les conditions d'apprentissage des élèves et de travail des personnels se sont faites de manière dégradée tout au long de l'année. Moins de cours, des enseignements professionnels difficiles à mettre en place avec les consignes sanitaires et les gestes barrières, des stages (Période de formation en milieu professionnel, PFMP) pas toujours réalisables dans de nombreux métiers.

De son côté, le ministre n'a pas manqué d'afficher son mépris à de nombreuses reprises en oubliant régulièrement l'enseignement professionnel dans ses interventions télévisées censées donner le « la » durant la pandémie. Loin de répondre aux difficultés du secteur, le ministère s'est montré peu réactif aux demandes d'aménagements des périodes de stage, des programmes et des examens. Élèves et personnels sont restés livrés à eux et elles-mêmes tout au long de l'année. Pourtant la période que nous vivons a montré l'utilité sociale de

nombreuses professions dans le tertiaire, la manutention, les métiers du soin... métiers pour lesquels les jeunes se forment en lycées pro. Mais avec la poursuite à marche forcée tout au long de l'année de leur politique dite de « transformation de la voie professionnelle », Blanquer et le gouvernement ont fait le choix de continuer la casse de l'enseignement professionnel public.

BLANQUER S'ATTAQUE À L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL SOUS STATUT SCOLAIRE

La disparition de fait du BEP, diplôme délivré en fin d'année de première, va pénaliser une partie des élèves. Ceux qui ne vont pas jusqu'au bac seront plus nombreux à quitter la scolarité sans aucun diplôme.

La diminution drastique des heures d'enseignement, en particulier pour les matières générales, va fragiliser la scolarité des élèves les plus en difficulté et diminuer pour toutes et tous l'ouverture culturelle et les possibilités de poursuite d'études. Depuis des années, les gouvernements successifs prétendent revaloriser l'enseignement professionnel alors qu'ils font l'inverse : les élèves avaient perdu 692 heures d'enseignement pro en 2009 du fait du passage du Bac pro de 4 à 3 ans. Avec la réforme en cours, ce sont 292 h supplémentaires qu'elles et ils perdent. Cette réforme leur fait perdre le tiers des heures de français

et histoire-géographie, presque autant en langues vivantes en Bac pro et la moitié des heures en CAP.

De plus, la mise en place de « familles de métiers » (en Seconde les spécialités de bacs pro sont regroupés par « familles de métiers » et le choix du métier se fait en Première) depuis 2019 aggrave encore la « désécialisation » professionnelle des élèves. Ce système de « familles de métiers » ne s'applique pas dans les Centres de formation des apprentis (CFA) qui peuvent ainsi attirer davantage les jeunes les plus motivés par un métier. Cette « réforme » renforce le tri social des jeunes lycéens professionnels. Ainsi à la fin de la Première pro, les élèves devront choisir entre un module qui leur permettra d'avoir un peu plus d'enseignement général, en vue d'une poursuite d'études, et un module les conduisant vers la « vie active ». Évidemment, tout le monde ne pourra pas choisir le module « poursuite d'études ». Blanquer l'a rappelé : pour lui, le bac pro est avant tout un bac qui prépare à aller travailler. On revient donc sur la possibilité pour les détenteurs d'un bac pro de faire des études supérieures. En plus, comme pour la voie générale, l'obligation de choisir des modules et des options très en amont contraint les choix d'orientation ouverts aux élèves tout en faisant peser la responsabilité d'un éventuel échec sur ces choix. Ce système s'articule

totalemment avec la philosophie de Parcoursup.

De manière plus globale, c'est la fin de la spécificité de l'enseignement professionnel comme formation à un métier sans renoncer aux enseignements généraux qui éveillent l'esprit critique et permettent aux jeunes d'envisager une poursuite d'études à un moment ou un autre de leur vie. En vidant de toute substance tant professionnelle que générale les programmes de l'enseignement pro, le gouvernement met en œuvre un projet : les lycées pro sont là pour compléter les compétences de base, lire et comprendre les consignes et surtout connaître et accepter la place d'exécutants passifs mais rentables qui sera celles de nos élèves.

Cette « réforme » a aussi un objectif comptable avec la suppression de nombreux postes d'enseignants (plusieurs centaines pour la rentrée 2021), l'augmentation des heures supplémentaires et la sous-dotation généralisée des LP en heures d'enseignement qui ne permet même pas d'assurer auprès des élèves les horaires inscrits dans les textes réglementaires ! Pour les enseignants, il faut ajouter la mise en place de nouveaux dispositifs (co-intervention, « chef d'œuvre ») qui participent fortement à la perte de sens du métier. Les enseignantEs des matières générales vivent cela comme une mise au service de l'enseignement pro. Pour

les enseignements pro, la diminution et la dilution des heures d'enseignement est vécue comme une déprofessionnalisation des formations. Au final, les enseignantEs sont conscientEs de moins bien préparer les élèves au monde professionnel et plus généralement à la vie en société. En 2019, les enseignantEs, fortEs de ces réalités, se sont fortement mobiliséEs pour dire leur refus de ces contre-réformes. Après un an et demi de crise sanitaire et la fragilisation généralisée des cadres de travail et des cadres collectifs de mobilisation, il est nécessaire de reconstruire une mobilisation qui articule un mouvement de grève des personnels et la mobilisation de la jeunesse qui a d'autres aspirations que l'avenir que veut lui imposer le gouvernement et le patronat.

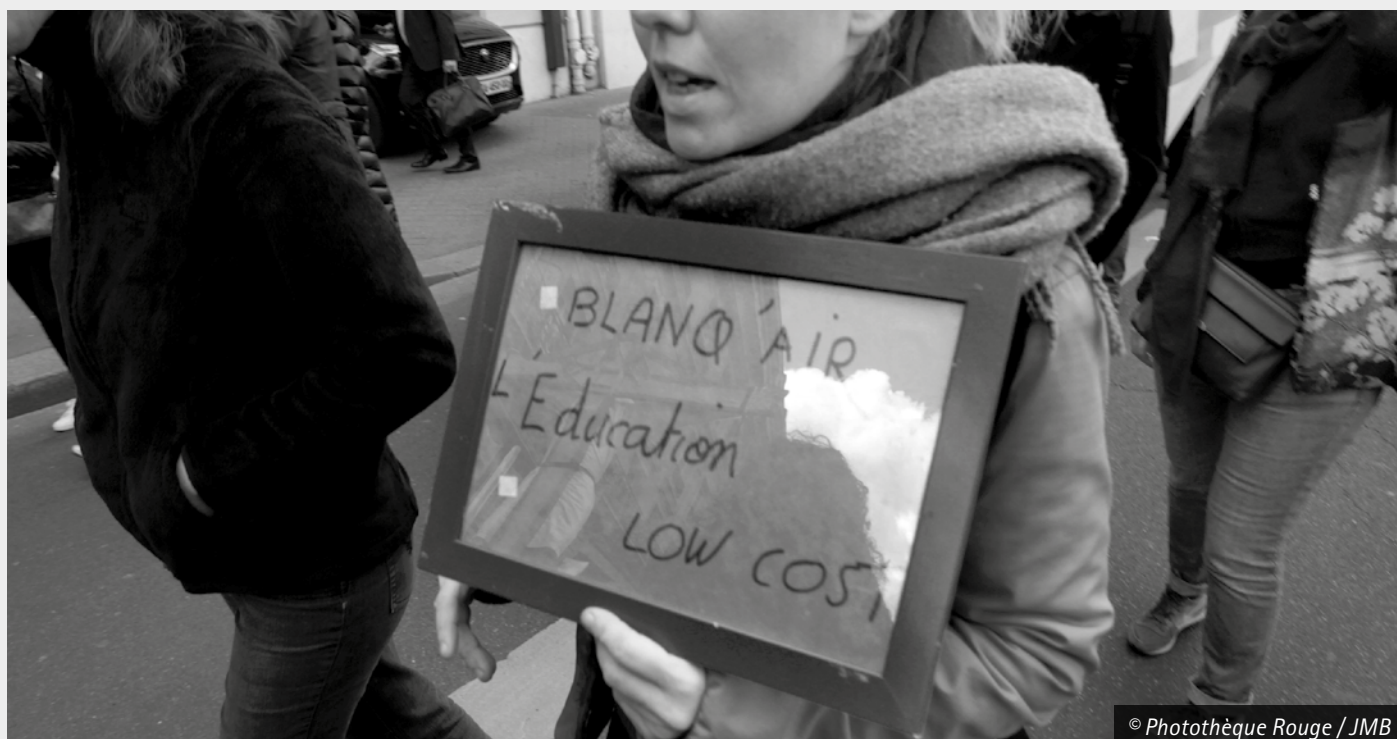
UNE POLITIQUE PRO APPRENTISSAGE AU SERVICE DU PATRONAT

La casse de l'enseignement pro est renforcée par la mise en œuvre de la loi Pénicaud de 2018 dite de « liberté de choisir son avenir professionnel » (sic). En modifiant l'affectation de la taxe d'apprentissage, la loi permet d'assécher le financement en équipement de l'enseignement professionnel et technologique. En 2021, les lycées pro et technologiques ne vont toucher que 28 millions d'euros alors qu'ils percevaient 50 millions avant la réforme, sans aucune compensation

de l'État ou des régions. Le gros de la taxe (87 %) va désormais directement à l'apprentissage. L'objectif est clair : on déshabille le service public au profit d'un apprentissage confié à la responsabilité des entreprises... Apprentissage qui a par ailleurs bénéficié en raison de la pandémie de plus d'un milliard d'euros débloqué par l'État ! Le gouvernement veut donc, comme les précédents, développer l'apprentissage en multipliant les facilités offertes au patronat même si celui-ci n'est pas partant pour prendre en charge touTEs les jeunes dès la sortie du collège (il est bien plus intéressé par l'apprentissage post-bac).

Alors que tout est mis en place pour offrir au patronat encore plus de main-d'œuvre peu coûteuse et corvéable à merci, il est urgent de défendre un autre projet pour l'émancipation de la jeunesse. Il faudra en particulier revenir sur le découpage imposé par une vision libérale du monde entre un enseignement pro, technique et général qui fait du lycée pro, en particulier, le lieu d'encadrement social de la jeunesse en attendant son entrée sur le « marché du travail ». □

1) En 2018, 57,2 % des élèves en formation professionnelle étaient d'origine défavorisée. On constate qu'à l'issue du collège, ces élèves sont davantage orientés en lycée pro, plutôt qu'en lycée général. Lire DEPP. Repères et références Statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche 2019.



La précarité au service d'un projet éducatif réactionnaire : du constat aux premières résistances

PAR NICO DAUBERT

En 2020, l'Éducation nationale compte parmi ses personnels 19 % de contractuelLEs, embauchéEs en dehors du statut de la fonction publique. 7 % des enseignantEs sont en CDD ou en CDI. Dans ces deux cas, les enseignantEs coûtent 18,6 % moins cher qu'unE enseignantE certifiéE, et n'occupent pas un poste fixe. Cela entraîne une précarité importante même pour les CDI, baladéEs d'un établissement à un autre, dans la crainte permanente d'une mauvaise évaluation, d'une sanction sur le renouvellement du contrat et/ou sur l'affectation géographique pour l'année qui suit.

Les assistantEs d'éducation (AED¹), pédagogiques (AP) et de prévention (APS) dans les collèges et lycées, les animateurs/trices des temps périscolaires dans les écoles et des centres de loisirs, et les accompagnateurs/trices d'élèves en situation de handicap (AESH), sont entièrement recrutéEs en emplois précaires.

CERTAINES FONCTIONS ÉDUCATIVES EXCLUSIVEMENT VOUÉES À LA PRÉCARITÉ

Les AED sont recrutéEs sur des CDD d'un an renouvelable maximum six ans. Les animateurs/trices sont recrutéEs en CDD par certaines mairies, ou par des prestataires privés, morcelant les conditions d'emploi d'une structure à l'autre. Les AESH, recrutéEs en CDI, ne sont pas épargnéEs, avec des contrats de type 24h par semaine pour 740 euros net mensuels.

La caractéristique commune des contrats est la non-prise en compte des temps d'élaboration des projets et activités pédagogiques, de suivi des élèves, de concertation des équipes pluriprofessionnelles. Ce travail, non rémunéré et non reconnu, est pourtant indispensable et inévitable. De plus, ces personnelLEs sont tributaires d'emplois du temps fractionnés, pouvant aller jusqu'à travailler trois fois par jour entre 7h et 19h et cinq jours par semaine

tout en étant à temps partiel... Ces différents emplois ont donc plusieurs points communs :

- la combinaison entre temps partiel imposé et salaire plafonné au SMIC se traduit par des salaires mensuels entre 300 et 1000 € par mois,
- des sous-effectifs structurels, avec une charge de travail non reconnue,
- une formation défailante ou mal reconnue,
- une position subalterne dans l'institution qui les maintient à la marge des équipes éducatives et pédagogiques.

MISE AU PAS ET DÉSENTÉGRATION DE L'ÉDUCATION

Le recours à la précarité a bien évidemment pour objectif de faire baisser le prix immédiat du travail, mais pas seulement. La précarité permet d'accentuer la pression hiérarchique, l'insécurité permanente pousse à la docilité. Dans un contexte de profondes réformes, cette dimension coercitive joue un rôle important pour affaiblir les résistances, y compris sur le plan pédagogique.

L'instabilité des précaires se traduit par une instabilité générale des équipes professionnelles, sans cesse renouvelées. Cela entrave le travail en équipe, la constitution d'une communauté scolaire à dimension humaine, ou chacunE – élève ou adulte – est connuE et reconnuE. Ces deux mécanismes, de coercition

d'une part, et de déstabilisation des équipes, d'autre part, se nourrissent l'un l'autre et affaiblissent non seulement les capacités de mobilisation mais aussi les capacités de construire des projets éducatif et pédagogiques liant apprentissages disciplinaires, sociabilisation, formation démocratique et vie collective. Ces liens sont indispensables à l'école émancipatrice que nous souhaitons.

À l'inverse, la dégradation générale des moyens humains, le sous-effectif structurel, se traduit par des tensions extrêmes entre les droits et libertés des enfants et la vie de groupe, produisent des écoles casernes que le ministre voudrait bien réduire au triptyque instruire/surveiller/punir. C'est une source de souffrance pour les élèves et pour les personnels qui ont une ambition éducative tournée vers l'émancipation.

Pour les élèves en situation de handicap, c'est la double peine. Les AESH – dont la mission est de permettre l'école inclusive – ne bénéficient d'aucune formation, ni sur le handicap ni sur les ressources, pour faciliter l'inclusion des élèves. RéduitEs à la précarité et non considérées par l'institution, ils et elles se voient imposer des charges de travail incohérentes avec leur mission, comme aider simultanément plusieurs élèves avec des besoins différents dans un même cours.

LA RÉVOLTE SONNE ET SE STRUCTURE

Le 1^{er} décembre 2020, des centaines de vies scolaires étaient en grève, suite à la dégradation des conditions de travail liée à la crise sanitaire. Dans la foulée, des collectifs, via Facebook, ont vu le jour dans de nombreux départements. Ces collectifs se sont organisés au sein d'une Coordination nationale des collectifs d'AED (CNCA) qui a permis d'harmoniser les revendications, les temps de grève et les modes d'action. La dynamique et la détermination se sont maintenues, avec une semaine de mobilisation du 22 au 26 mars qui a été un succès en termes de taux de grévistes. En revanche, les collectifs reposaient sur un nombre réduit d'AED. Quoi qu'il en soit, des liens se sont tissés, des réseaux se sont constitués. Cela représente de précieux acquis pour les luttes futures. La CNCA a par ailleurs appelé à soutenir les journées de grèves des AESH, marquant une volonté de convergence. En parallèle les

animateurs/trices se mobilisent selon des modalités similaires, via des pages Facebook « *animation en lutte* », qui mobilisent depuis plus de deux ans dans certaines villes. Les syndicats ont davantage pris en charge la défense des AESH qui manifestent également une volonté de se lier aux autres secteurs de l'éducation.

STATUTS, SALAIRES, FORMATION, EMBAUCHES : DES REVENDICATIONS UNIFIANTES

Aujourd'hui une minorité d'AED sont étudiantEs, d'où l'émergence de la revendication d'un statut pérenne. La création d'un métier d'« éducateur scolaire », regroupant un statut classique de la fonction publique et un statut spécifique étudiant, est mise en débat. Ils et elles revendiquent leur pleine intégration aux équipes éducatives, accompagnée d'une vraie formation et des embauches massives, la fin des temps partiels imposés, une

revalorisation salariale.

La question des salaires, de la formation se retrouvent dans les revendications des AESH tout comme celle de la prise en compte du travail invisible, des temps partiels imposés et contre le fractionnement des emplois du temps chez les animateurs/trices.

Toujours premierEs de corvée de l'éducation, la lutte contre la précarité, pour l'augmentation des salaires et une réelle reconnaissance des missions ne fait que commencer ! De premiers jalons d'une lutte commune des précaires de l'éducation ont été posés, mais il sera nécessaire de les renforcer, et d'y impliquer les personnels titulaires et les parents d'élèves car au fond, il s'agit de savoir quelle école nous voulons pour les nouvelles générations. □

1) Le terme générique d'AED est utilisé pour ces trois fonctions (AED, AP, APS) dans la suite de l'article, car elles constituent les équipes de « vie scolaire ».

Le covid, le ministre et la pédagogie

PAR FRANZ LAPPRAND ET RAPHAËL ALBERTO

Depuis maintenant 16 mois, de la maternelle à l'enseignement supérieur, le quotidien de centaines de milliers d'enseignantEs et de millions d'élèves a été bouleversé par la pandémie mondiale du COVID-19. Cette pandémie a eu et continue à avoir un fort impact sur les pratiques professionnelles des profEs et leur rapport à leur métier.

De mars à juin 2020, le confinement et la fermeture presque totale des établissements ont été suivis d'une reprise mouvementée et rendue compliquée par la situation sanitaire très tendue, et des protocoles nouveaux à mettre en place. Cette période a été marquée par l'urgence et l'improvisation, mettant les enseignantEs en posture difficile mais leur permettant également d'engager des réflexions sur lesquelles nous reviendrons plus bas.

Après un été 2020 durant lequel élèves, parentEs et enseignantEs ont pu souffler, vint la première rentrée scolaire

en temps de pandémie. Les modalités de reprise ont largement différé d'un endroit à un autre, mais pour beaucoup il a fallu renoncer, à contrecœur, à certaines de nos pratiques pédagogiques coopératives et émancipatrices, afin de pouvoir mettre en place la distanciation physique. Les enseignantEs ont dû essayer de résoudre des casse-têtes : comment organiser son travail en cas de fonctionnement « hybride », comment organiser le travail en groupe en classe et est-ce vraiment possible avec les protocoles Covid, comment donner à chaque élève le temps qui lui est nécessaire, comment faire face à

l'hétérogénéité de nos classes ?

Alors que le bien-être psychosocial des élèves a servi d'argument pour maintenir les écoles ouvertes, dans les faits il a vite été ignoré et les besoins réels des élèves sont passés au second plan. Cela n'a fait qu'accroître les tensions et dégrader les relations pédagogiques entre élèves et enseignantEs.

Enfin, la rentrée a également été marquée pour touTEs (élèves, parentEs, profEs...) par une inquiétude qui s'est



transformée en pression : il devenait urgent de rattraper le « retard » et de réussir à « boucler les programmes » (et en priorisant notamment dans le premier degré les maths et le français). Cette manière d'aborder la rentrée et plus généralement l'année scolaire est problématique et ne correspond pas à ce que nous devons défendre : notre école n'est pas un lieu d'empilement des savoirs et de paliers à atteindre à des moments déterminés. Cette école, c'est celle d'un gouvernement capitaliste et réactionnaire, c'est celle de Blanquer...

BLANQUER, UN IDÉOLOGUE ANTI-PÉDAGOGIQUE

Car cette crise est arrivée dans un contexte particulier, qui est celui d'une offensive sans précédent contre tout ce qui ressemble de près ou de loin à une pédagogie émancipatrice. En effet, depuis l'arrivée de Blanquer, porté par un discours décliniste et réac très en vogue dans les médias, nous avons assisté à une rupture idéologique profonde dans l'Éducation nationale. Et ce n'est pas sans conséquences pour les enseignantEs et les élèves, sur le terrain.

On s'y perdrait presque dans les nombreux chantiers lancés par ce ministre touche-à-tout : priorité aux « fondamentaux », mise au pas de l'enseignement de la lecture, traque de l'écriture inclusive, obsession de la laïcité, mise en place du service national universel avec uniforme et salut au drapeau... On voit cependant qu'une cohérence se dégage, celle d'un retour à « l'école-caserne » dénoncée par les pédagogues des années 70. L'élève n'est plus un individu que l'on accompagne sur le chemin de l'émancipation mais un produit à formater et à optimiser. Ou comme le dit si bien Pierre Mathiot, l'un des principaux conseillers de Blanquer : « *il faut passer de l'artisanal à l'industriel* ».

Sur le terrain, cette ligne est heureusement loin de faire l'unanimité, parmi les profEs mais aussi parmi les formateurs/trices voire même les inspecteurs/trices. Mais en pratique, il est difficile d'y résister. L'inflation des tests et des évaluations diverses contraint les pratiques d'enseignement et vide les dispositifs comme les Rased de ce qui faisait leur richesse.

Cela s'accompagne aussi d'une répression de plus en forte qui touche désormais les « pédagoges » aussi bien que les

syndicalistes : mutation forcée pour « casser » une école Freinet à Bobigny, arrêt brutal de l'expérimentation pédagogique du collège Gisèle-Halimi à Aubervilliers, menaces sur le Lycée autogéré de Paris...

ET SI LA CRISE ÉTAIT (RE)CRÉATRICE ?

Si des forces conservatrices menées par Blanquer reprennent en main l'appareil d'État qu'est l'Éducation nationale, un autre mouvement émerge, de la base cette fois-ci : parfois isolésEs, souvent seulsEs, les enseignantEs ont eu pour la première fois depuis longtemps une liberté et une contrainte liées : la liberté du temps qu'ils ont pu se réapproprier depuis chez eux pour organiser leur travail, et la contrainte de devoir exercer leur métier d'une manière totalement nouvelle.

L'importation de techniques managériales, la dégradation de la formation initiale (IUFM devenues ESPÉ puis INSPÉ...) et la réduction à peau de chagrin de la formation continue (qui depuis des années se fait presque exclusivement hors temps scolaire dans le premier degré) : les politiques éducatives de ces dernières décennies ont pour objectif de transformer l'enseignantE penseur, expérimentateur, en enseignantE exécutant.

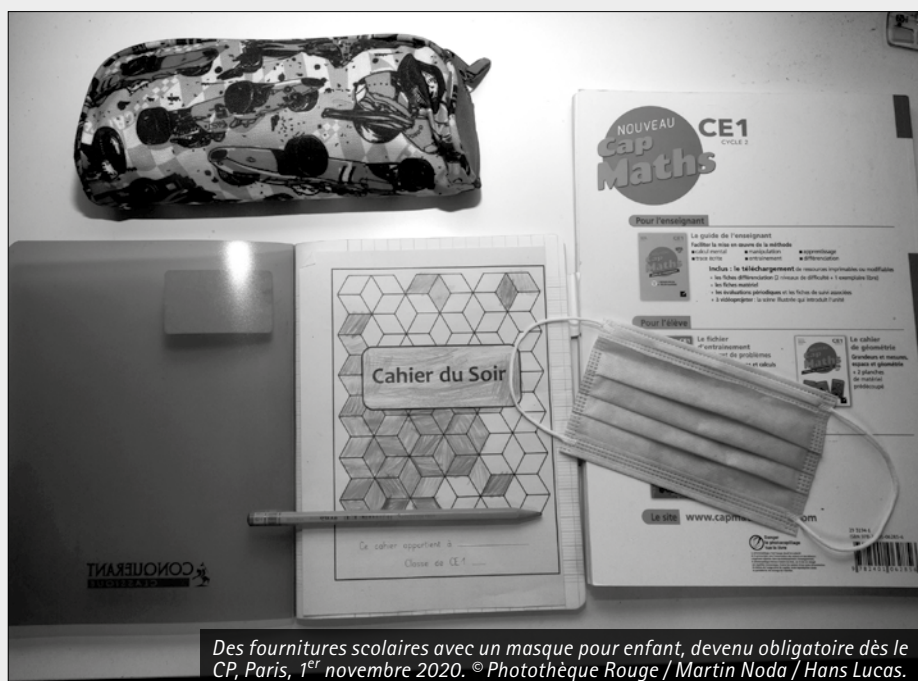
Se trouvant soudain sans « consignes », des profEs, autonomisésEs dans les faits, ont pu s'asseoir et réfléchir. Iels se sont interrogésEs sur le sens et les objectifs de leurs pratiques au quotidien. Ils ont aussi parfois redécouvert les situations sociales difficiles auxquelles leurs

élèves doivent faire face, et ils ont dû s'adapter aux contraintes matérielles, familiales. Ainsi ils ont testé, échoué, essayé différemment. Ils ont aussi pu redéfinir ce qu'était la « réussite » dans cette période, tant il s'agissait souvent de maintenir, un lien si ténu soit-il, avec leurs élèves et les familles.

Les innovations pédagogiques durant le confinement sont très liées aux contraintes spécifiques rencontrées par chaque profE avec sa classe : travailler avec l'outil numérique, transmettre des consignes de travail par l'intermédiaire de parents qui ne sont pas enseignantEs, apprendre ou ne pas apprendre de nouvelles notions, de nouveaux savoirs, des nouvelles compétences ?

Cette réappropriation du métier et des outils intellectuels et matériels par les enseignantEs ne peut pas être cantonnée à la période spécifique du confinement. Nous devons continuer à nous interroger sur le sens que nous donnons à nos pratiques pédagogiques et didactiques mais aussi sur la pertinence et la manière d'évaluer la réussite des élèves ; nous interroger aussi sur la place trop centrale donnée aux programmes dans l'élaboration de notre travail au quotidien.

Ce temps libéré a été déterminant pour permettre à ces réflexions d'émerger. Laisser du temps à la pensée, à l'expérimentation, à l'échec chez les profEs c'est aussi faire de l'école un lieu où les élèves peuvent eux aussi penser, expérimenter et échouer, et transformer un lieu de reproduction des normes et des inégalités en un lieu d'émancipation. □



Des fournitures scolaires avec un masque pour enfant, devenu obligatoire dès le CP, Paris, 1^{er} novembre 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

Individualisation, évaluation et sélection

PAR RAPHAËL GREGGAN

En mars 2021, Blanquer se félicitait des résultats de ses évaluations en CP, estimant¹ que « les effets du confinement ont été effacés ». Comme si une évaluation permettait de mettre fin à l'insécurité sociale et scolaire liée à la pandémie. C'est un des objectifs fondamentaux du ministre : l'ensemble des problèmes de l'École se résolvent grâce aux évaluations.

Pour Blanquer, il est essentiel de repérer les aptitudes « naturelles » par des évaluations nationales régulière : en CP, CE1, 6^e, seconde et CAP. Loin de toute utilité pédagogique, ces tests ont comme finalité une orientation précoce et définitive des jeunes. Force est de constater que le temps de l'évaluation n'est pas un temps d'apprentissage. Ce temps est définitivement perdu pour la construction des savoirs.

L'ÉVALUATION À TOUS LES ÉTAGES DE LA SOCIÉTÉ

Un argument avancé en faveur des évaluations (quelle qu'en soit la forme) est que les jeunes doivent « apprendre à être évalués » par la société. Effectivement, après chacun de nos achats, nous sommes invités à noter les salariéEs (en étoiles ou en smiley). Si l'argument est imparable, il mérite néanmoins d'être interrogé. Laurent Carle² constate : « Si, autrefois, la notation a pu mesurer les acquis, aujourd'hui elle évalue surtout les performances individuelles et les capacités d'adaptation à une école du chacun pour soi. Elle mesure aussi la conformité ou l'écart à la norme. » Et c'est précisément ce qui se passe dans le monde du travail. Les notes ont pour but d'une part d'accélérer les cadences et la productivité, c'est-à-dire augmenter le taux d'exploitation. Et, d'autre part, d'individualiser le rapport au patron par des primes

et des sanctions. La défense des salariés commence par refuser cela, et essayer d'imposer un rapport de force collectif. Ce faisant, notre courant politique se doit de réfléchir à l'intérêt des évaluations dans le cadre scolaire.

IL N'Y A PAS D'ÉVALUATION OBJECTIVE

Les notes sur 10 (puis sur 20) introduites par les lois Ferry de 1881 méritent qu'on s'y attarde. Jacques Nimier³ attribue la paternité de la docimologie (la science sur les différents moyens de contrôle de connaissances) à une expérience d'Henri Laugier en 1930, sur la correction par deux enseignantEs de copies de l'agrégation d'histoire-géo : « la moitié des candidats reçus par un correcteur était refusée par l'autre ». Laugier montre que la double correction n'est pas suffisante. Pour avoir une note « exacte », il faudrait, suivant la discipline, entre 127 correcteurs (en philosophie) et 13 correcteurs (en mathématiques) par copie... De nouvelles expériences ont été menées dans les années 1970 et 1980⁴, dont les résultats sont surprenants : la même personne peut donner des notes différentes à la même copie, suivant le moment ou l'année où iel corrige ou suivant la place de la copie dans le paquet. Et cela, quelle que soit la discipline, y compris en mathématiques.

Le problème ne réside pas uniquement dans le barème et le caractère du correcteur/trice, mais également dans le sujet choisi, c'est-à-dire dans l'aspect subjectif de l'évaluation (et de son auteurE). Par exemple, demander « *On achète deux pains, on donne dix euros, la marchande rend six euros ; quel est le prix d'un pain ?* » ne relève pas de la même démarche cognitive que « résoudre l'équation $2x + 6 = 10$ », ni même de « résoudre l'équation $2000x + 6000 = 10000$ ». Et pourtant, à chaque fois la réponse est identique⁵. Comprendre, cela c'est admettre que l'évaluateur passe également un examen : celui de savoir s'iel a réussi à transmettre des connaissances à un nombre satisfaisant d'élèves (de son point de vue). Il y aurait alors à discuter de la constante macabre⁶ : « *inconsciemment les enseignants s'arrangent toujours, sous la pression de la société, pour mettre un certain pourcentage de mauvaises notes.* » Ainsi qu'un certain pourcentage de bonnes notes. Et cela, quel que soit le groupe d'élèves. Le contenu de l'évaluation est adapté en conséquence.

Dernier biais subjectif : les jeunes. Le rapport à l'École et aux savoirs n'est pas le même dans chaque sphère



familiale⁷. Aucune évaluation ne pourra être totalement objective et ne peut prétendre être le reflet des aptitudes spontanées ou acquises uniquement dans le cadre scolaire. En d'autres termes, les évaluations légalisent la reproduction des classes sociales. En outre, les conditions de l'épreuve influencent les résultats. Passer les évaluations du baccalauréat – les E3C – sous pression policière (comme on l'a vu l'année dernière), ou bien à l'issue d'un mouvement lycéen victorieux n'ont pas les mêmes conséquences. Les E3C vont être abandonnées en 2022, tandis que le bac qui a suivi le mouvement lycéen de 2005 a eu un taux de réussite record⁸ pour l'époque.

Les épreuves nationales terminales (comme le baccalauréat) permettent un contrôle rétroactif de l'École sur les enseignantEs : les évaluations de l'année ainsi que les enseignements se devaient de correspondre, peu ou

prou, aux attentes de l'examen et cela partout sur le territoire. Dans cette logique, les notes du bac pouvaient apparaître comme « objectives », du moins « valables partout sur le territoire ». Mais Blanquer s'est attaché à casser ce thermomètre pour soigner le malade. Mathiot, principal artisan du nouveau bac, en rêve⁹ : « *la réforme amènera chaque enseignant à mettre ses méthodes de notation sur la place publique du lycée.* » Celui qui a rendu le bac local, exige maintenant une explication par chaque professeurE. C'est le monde à l'envers.

EN FINIR AVEC LES ÉVALUATIONS !

Au fond, le problème n'est pas une question de méthode. Les structures militantes (politiques, syndicales, associatives) n'ont pas recours à des évaluations et ce sont pourtant de très bons cadres de formation collective. C'est par ce prisme qu'il faut réfléchir à l'École que nous voulons : les discussions et les pratiques collectives augmentent les connaissances de toutEs. Nous

sommes favorables à des systèmes d'autoévaluation, et d'autocorrection, où chacun évalue ce qu'il a produit (y compris l'enseignantE), ainsi que la critique constructive du groupe. Nous sommes radicalement opposés à toute forme de contrôle individuel et à la sélection arbitraire qu'il entraîne. Nous voulons une École qui soit un lieu d'émancipation et de coopération. □

1) « Jean-Michel Blanquer se félicite des résultats des évaluations en CP », Le Figaro, le 9 mars 2021.

2) Laurent Carle, « La notation, les maîtres, la pédagogie », publié en 2008 sur le site de Philippe Mérieu.

3) Jacques Nimier, « Évaluation et docimologie », intervention au séminaire APMEP 2011.

4) Voir <http://www.PedagoPsy.eu/docimologie.html>. Les exemples cités dans cet article sont issus de cette page.

5) Si vous savez, écrire au journal qui transmettra.

6) André Antibi, « La constante macabre ou comment a-t-on découragé des générations d'élèves », Math'Adore, 2003.

7) Bernard Lahire, *Enfance de Classe*, Seuil, 2019

8) Le Monde, 12 juillet 2005.

9) « La fin du bac national ? Pierre Mathiot répond aux critiques », L'Obs, 3 juillet 2021.



Paris, le 4 avril 2019, grève et manifestation des enseignantEs et des élèves contre la réforme Blanquer. © Photothèque Rouge / JMB

Leurs « Écoles d'après » et les nôtres

PAR RAPHAËL ALBERTO

L'idée d'un « monde d'après » a surgi dès le début de la crise sanitaire. Et même si « l'après » ne cesse d'être repoussé, la question demeure : à quoi ressemblera le monde après le Covid ? Et quelle forme, pour le meilleur ou pour le pire, y prendra une éventuelle « École d'après » ?

La question n'est pas neuve, on pourrait même dire qu'elle est aussi vieille que l'institution scolaire. En parcourant son histoire, on voit en effet que celle-ci a connu ses grandes évolutions en réaction à des crises majeures, qu'elles soient des révolutions ou des guerres mondiales.

1871, LA COMMUNE INVENTE L'ÉCOLE NOUVELLE

La question de l'éducation fait partie des préoccupations des CommuneardEs, qui sont convaincuEs que leur projet révolutionnaire passera nécessairement par une révolution de l'École. Une commission dédiée à l'enseignement est créée le 26 mars, avec à sa tête Edouard Vaillant. Celle-ci décrète que désormais l'école sera publique, gratuite, laïque, intégrale et obligatoire pour les garçons comme pour les filles.

L'enjeu est de taille, car à l'époque le clergé catholique a le contrôle de l'école publique, une partie très importante des enfants du peuple n'ont pas accès à l'école et l'enseignement accordé aux filles par les religieuses se limite à l'apprentissage de la couture. Des institutrices comme Louise Michel sont contraintes d'enseigner dans des écoles privées pour s'extraire de ce carcan conservateur.

Malgré la brièveté de l'expérience communarde et son caractère inachevé, elle pose les bases d'une École nouvelle pour un monde nouveau. Elle lie des objectifs sociaux immédiats, comme la gratuité de l'enseignement ou encore l'augmentation des salaires misérables des enseignantEs, avec une vision profondément marquée par un principe d'égalité. C'est notamment le sens de l'enseignement intégral,

comprendre à la fois professionnel et intellectuel, dont l'objectif est d'abolir la distinction entre ceux qui servent de leurs mains et ceux qui se servent de leur esprit. Ou selon les mots d'André Léo : « Paris veut que le fils du paysan soit aussi instruit que le fils du riche et pour rien, attendu que la science humaine est le bien de tous les hommes ».

JULES FERRY : PLUS JAMAIS LA RÉVOLUTION

L'entrée de Thiers dans Paris signe le retour des Versaillais, et parmi eux de l'ancien maire de Paris qui avait fui la ville au moment de la proclamation de la Commune, un certain Jules Ferry. Lorsqu'il est nommé, à partir de 1879, ministre de l'Instruction publique puis président du Conseil, il n'oublie pas, loin de là, l'humiliation que fut pour lui la période communarde.

Il s'agit donc pour lui de poser les bases d'une « école d'après » ce que la bourgeoisie et lui-même ont vécu comme un véritable traumatisme. Il s'agit d'abord et avant tout que ce genre d'évènement ne se reproduise pas. Il faut « clore l'ère des révolutions ».

Dans les lois promulguées entre 1879 et 1882, qui servent encore de socle à notre système scolaire actuel, on retrouve une partie des idées des communardEs sur l'Éducation : laïcité de l'enseignement, gratuité, obligation scolaire... Mais d'autres principes comme l'enseignement intégral ne sont pas repris. « L'École d'après » de Ferry correspond aux aspirations de la bourgeoisie, qui veut tourner la page de la monarchie comme celle des révoltes populaires et industrialiser la France. Si elle entérine bien certains changements devenus inévitables, elle

reste fondamentalement porteuse d'un projet de société inégalitaire et au service du capitalisme.

Au fil des années, elle se pare également d'une vocation : susciter le sentiment patriotique et le désir de revanche contre l'Allemagne. Faut-il y voir, là aussi, la main de Jules Ferry, vosgien dépité par la cession de l'Alsace et de la Lorraine à la suite de la défaite ? Quoi qu'il en soit, les élèves qui fréquentent son École seront ceux qui mourront dans les tranchées de la guerre de 14...

L'ÉDUCATION NOUVELLE : PLUS JAMAIS LA GUERRE

Ce n'est pas un hasard que le mouvement pédagogique de l'Éducation Nouvelle se structure dans les années qui suivent immédiatement la guerre. Après la barbarie, il faut faire le bilan d'une École qui avait formé de bons soldats, prêts à tuer et à mourir pour leur patrie. Pour certains comme l'instituteur Célestin Freinet, cette nécessité se joue même à un niveau intime : reconnu mutilé de guerre à 70 %, il ne peut plus faire classe comme avant...

Les pédagogues qui se reconnaissent dans le mouvement sont divers, de Montessori à Freinet, en passant par A.S. Neill, fondateur de Summerhill, ou Rudolf Steiner, qui en est proche. Ils ne partagent pas les mêmes idées politiques mais, au moins au début, toutes et tous ont en commun l'idée que l'École nouvelle doit former les pacifistes de demain. Et pour cela, elle doit changer la pédagogie et considérer l'élève non plus comme un sujet à



faire obéir, mais comme un individu sur la voie de l'émancipation.

Les principes pédagogiques de l'Éducation nouvelle sont précieux et même s'ils resteront toujours à la marge de l'institution scolaire, ils l'influencent de l'extérieur. Quant à Freinet, il reste une référence pour celles et ceux qui essaient de mettre en cohérence leur idéal révolutionnaire et leurs pratiques de pédagogues.

LE PLAN LANGEVIN-WALLON

Malgré sa noble ambition, l'Éducation nouvelle échoue à empêcher une autre guerre mondiale. Sous le régime de Vichy, Pétain remet en cause certains des acquis des lois Ferry, notamment sur la gratuité et la laïcité de l'enseignement. Mais au sortir de la guerre, un vent nouveau souffle grâce au Conseil national de la Résistance. C'est dans ce contexte qu'une mission est confiée à Paul Langevin puis Henri Wallon, tous deux proches du PCF, pour proposer un plan de réformes de l'institution scolaire. Là encore, après la crise, il faut imaginer une « École d'après ».

Leurs propositions reprennent en partie les idées développées par les mouvements de l'Éducation Nouvelle, dont Langevin et Wallon font partie, mais surtout proposent des évolutions structurelles pour démocratiser le système scolaire, avec notamment une scolarité obligatoire de 3 à 18 ans et un corps unique de professeurEs.

Le plan Langevin-Wallon, présenté en 1947, alors que les ministres communistes sont déjà écartés du gouvernement, semble destiné à la corbeille... Il influencera cependant les principales lois de démocratisation de l'École à venir, comme le collège unique. Une victoire a posteriori qui doit sans doute beaucoup au fait que la bourgeoisie a alors grand besoin d'élever le niveau de qualification du prolétariat afin de répondre à la place de plus en plus importante du secteur tertiaire.

DES CRISES D'HIER À CELLE D'AUJOURD'HUI

Il y a bien évidemment des limites à comparer ces événements historiques majeurs que furent la Commune de Paris ou les deux guerres mondiales à la pandémie que nous vivons, d'autant plus qu'elle n'est pas terminée. Néanmoins cette relecture

de l'histoire de l'École, à travers les crises qui lui ont permis de se réinventer, permet de tirer plusieurs leçons pour aujourd'hui.

La première est que si une crise suffisamment puissante oblige l'École à se réinventer, ce changement n'est pas forcément pour le mieux. On le voit avec Jules Ferry qui fige durablement l'École dans un fonctionnement inégalitaire et lui donne une fonction essentiellement conservatrice. Avec la crise du Covid, on peut craindre que cela donne un prétexte à Blanquer et aux conservateurs pour modifier la nature du travail des enseignantEs, accorder plus de place aux nouvelles technologies et à l'enseignement à distance ou encore renforcer le poids des compétences dites « fondamentales », à savoir les maths et le français.

Mais le pire n'est pas non plus certain. Chaque crise permet de modifier le rapport de force entre le prolétariat et la bourgeoisie. C'est pourquoi beaucoup ont eu l'espoir qu'après la pandémie, « l'École d'après » se reconstruirait sur la base des solidarités concrètes que l'on a vu émerger lors du premier confinement, ainsi qu'avec une prise de conscience beaucoup plus forte de la catastrophe écologique en cours. C'est encore possible mais cela ne peut advenir que par une mobilisation déterminée des acteurs de l'École.

Enfin, la leçon des crises du passé, c'est aussi que le changement ne vient pas forcément de grandes réformes structurelles mais peut aussi advenir en marge de l'institution, dans les mouvements pédagogiques, les syndicats ou les partis politiques. À condition qu'en

plus de la défense des acquis y soit posée la question d'une réelle transformation de l'École, de ses principes et de ses finalités.

LA VRAIE ÉCOLE D'APRÈS SERA CELLE D'APRÈS LA RÉVOLUTION, MAIS ELLE SE PRÉPARE MAINTENANT

À l'opposé des projets du sinistre Blanquer, on ne peut que souhaiter que de la crise actuelle surgisse une « École d'après » qui soit à la fois bien plus égalitaire et émancipatrice qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Toutefois comme le disait Célestin Freinet lui-même : « *malgré les illusions possibles des progrès pédagogiques, nous continuons à penser qu'il ne peut y avoir d'école nouvelle prolétarienne en régime capitaliste.* » Car quelles que soient les ambitions de transformation de l'École qui ont surgi après les différentes crises du passé, elles se sont toujours heurtées à la bonne volonté des capitalistes. Ceux-ci n'ont repris que quelques-unes des idées progressistes, pour garder l'essentiel : une École qui assigne et fait accepter à chacune et chacun sa place dans une société de classes.

La transformation de l'École passe donc par un renversement de la société capitaliste, mais cela ne signifie pas pour autant qu'il n'y a rien à faire ici et maintenant. Non pas forcément « prêcher la révolution » mais se servir de la pédagogie pour faire exister des embryons de la société que l'on veut construire. Nous servir de l'institution contre elle-même, en accompagnant la libération et les révoltes de celles et ceux qui un jour, nous l'espérons, feront la révolution. □

Imprimerie Freinet dans une école de Mexico. © Sergi Bernal / Wikicommons



Surveiller et punir dans l'éducation nationale

PAR RAPHAËL GREGGAN

Jean-Michel Blanquer affirmait, dans un courrier adressé à l'ensemble des personnels de l'éducation nationale le 9 juillet 2021 que « nous devons également développer et faire rayonner cette énergie commune dont nous avons fait preuve pendant la crise [...] : une équipe éducative soudée. » La phrase pourrait prêter à rire ou à pleurer.

Le ministère n'a rien anticipé et rien prévu en amont. Les protocoles sanitaires ont tous été incohérents et changent régulièrement : accueil total à la rentrée pour tous, puis distanciel à l'université et dans les IUT, mais ni en classe prépa ni en BTS ; accueil en demi-jauge, puis aucun accueil autour des vacances d'avril pour les lycées, mais pas en collège ni dans les établissements privés. Aucun protocole pour les écoles, puis refus de la répartition des enfants dans d'autres classes... Sans compter les retards multiples : que ce soit pour la distribution des masques, des autotests (sans aucune formation), ou l'absence de vaccination massive... Bien loin de l'équipe éducative soudée, la gestion de la pandémie a été à l'image de la gestion globale actuelle du ministère.

UNE GESTION À LA PETITE SEMAINE

Ce mode de gestion regorge de néologismes et de faux-sens. Les injonctions contradictoires et les paroles magiques sont nombreuses : « soyez bienveillants » ; « baissez les notes des établissements laxistes » ; « vous avez toute liberté pédagogique dans vos classes » ; « suivez le manuel orange d'apprentissage de la lecture. » Alors que l'enseignement, c'est précisément se défaire des paroles magiques pour construire collectivement des connaissances.

Au-delà des appareils, le nouveau management public (NMP) est très fortement centralisé. Les décisions sont prises d'en haut, souvent annoncées d'abord dans la presse, avec la volonté que « l'intendance suivra ». Ainsi, le grand oral du baccalauréat annoncé l'été dernier a été modifié par voie médiatique le 6 mai, sans aucune mise en place effective. La cacophonie des épreuves mi-juin n'avait

jamais été vue, de mémoire d'enseignant·e. Les évaluations de CP, CE1, 6^e et seconde, mi-octobre 2020, n'ont eu aucun impact pédagogique (si tant est qu'elles soient utiles, elles arrivaient beaucoup trop tard). Les injonctions contradictoires se sont multipliées tout au long de l'année, notamment sur les examens et le bac en particulier ; sans que jamais les personnels et les jeunes ne soient écoutés. Sans parler des mobilisations ponctuelles et locales contre les absurdités du protocole sanitaire, modifié quelques jours plus tard (par exemple les demi-jauges en 3^e, au cas par cas) avec, néanmoins, le retrait du salaire des grévistes... De tels changements de cap, aussi importants et aussi réguliers finissent par donner le tournis.

LA RÉPRESSION COMME ANTIDOTE

Bien loin de la « bienveillance » affichée dans sa loi, Blanquer s'assure que chaque personnel applique à la lettre ses consignes. La surveillance s'installe à tous les étages. Dernier exemple en date, le logiciel de correction en ligne des copies du bac (Santorin¹) a permis aux corps d'inspection de savoir en temps réel combien de copies chaque prof avait corrigées, quitte à en ajouter pour les profs « rapides » et à taper sur les doigts des profs jugés « trop lents ».

Dans leurs mobilisations, jamais les enseignant·es et les jeunes n'avaient connu une telle répression. Depuis trois ans, les commissions disciplinaires se sont multipliées quelle qu'en soit la raison (à Bobigny, Melle, Bordeaux, Dijon, Rennes, Clermont-Ferrand, Saint-Denis...). Les policiers sont venus encadrer le bon déroulement des épreuves, parfois même jusque dans les établissements scolaires. Blanquer lui-même a contesté, à

l'Assemblée nationale, le contenu d'un stage syndical antiraciste. Et qu'importe si le tribunal administratif a finalement donné tort au ministre², le mal est fait. Il s'agit ici de mater les récalcitrant·es et surtout de faire peur à chaque personnel qui voudrait se rebeller. Ces méthodes de management par la terreur rappellent celles de France Telecom, en 2008-2009 ou plus récemment à La Poste. La violence symbolique et l'épuisement des personnels est un axe majeur du ministère actuellement, dont la conséquence va jusqu'au suicide, comme Christine Renon en septembre 2019.

Et ce n'est malheureusement pas fini. Amélie de Montchalin, ministre de la Transformation et de la fonction publique (tout un programme), précise³ que : « Pendant la crise sanitaire [...] les manières de décider ont été facilitées et donc accélérées, par exemple en cassant certains silos ministériels. Il faut donc poursuivre cette dynamique d'engagement bénéfique pour les agents publics. [...] Cela nécessite aussi une formation des agents et de leurs managers. » En d'autres termes, le gouvernement a profité de l'apathie et du manque de réaction du mouvement social pendant la pandémie et il ne compte pas s'arrêter là. Il est urgent de dénoncer ces méthodes de management destructrices et de refuser la répression. Notre force réside dans notre nombre et notre capacité à réagir collectivement. □

1) Pour plus de détail, lire J. Grau, « Comment Blanquer tua le bac ». Blog Médiapart, 12 juillet 2021.

2) « Stage antiraciste : Nouvelle victoire de Sud Éducation 93 », Le Café Pédagogique, 7 juillet 2020.

3) Amélie de Montchalin : « Le rôle de l'État ne doit pas être seulement celui d'un pourvoyeur de normes et de cadres », Acteurs Publics, 7 septembre 2020.

Préparer une rentrée offensive

PAR MIMOSA EFFE

L'année scolaire qui vient de passer a été marquée par la catastrophe sanitaire dans les établissements scolaires sur fond de casse de l'Éducation et d'un ministère aussi méprisant avec ses personnels qu'avec les élèves et leurs familles. Mais on a pu voir, même si elles ont été insuffisantes, la construction de résistances sur plusieurs établissements...

On le sait depuis plusieurs semaines voire plusieurs mois, le variant delta sera très probablement le signe de la rentrée, alors que nous venons de vivre un an et demi en voyant nos classes et nos écoles se transformer en cluster sans qu'aucun changement majeur n'apparaisse. Cette rentrée ne fera pas exception.

UNE RENTRÉE SOUS LE SIGNE DELTA ?

Blanquer promet un protocole sanitaire renforcé, mais l'ensemble des personnels d'éducation sait bien ce qu'il en est et quelle est la réalité sur le terrain. Des classes

impossibles à aérer, un manque d'entretien des locaux car aucune embauche d'agents n'a été effectuée de manière massive dans les conseils départementaux, des masques insuffisamment protecteurs, et surtout des effectifs de classes toujours plus importants sans aucune embauche d'enseignants, d'AED, d'AESH... Les clusters de l'année dernière n'ont vraisemblablement pas suffi, il faut réitérer l'essai, malgré l'épuisement de celles et ceux qui sur le terrain se débattent pour que l'école se maintienne avec un protocole sanitaire inapplicable, des moyens insuffisants et des conditions

de travail de plus en plus détériorées. Évidemment, la soi-disant campagne de vaccination qui aurait pu se faire en lien avec l'école ne se fera pas, nous le savons déjà. Plutôt que de convaincre enfants et parents de l'utilité d'une vaccination massive, le ministre de l'Éducation nationale répand la division, non seulement avec le pass sanitaire qui s'il n'existera pas en tant que tel à l'école prendra effet lors des sorties ou en voyage scolaire, mais surtout avec dès la rentrée un racisme décomplexé déguisé en campagne pour la laïcité, ou en déclarant que l'allocation scolaire servirait aux familles à acheter des télévisions¹.

CLASSES BONDÉES ET CASSE DE L'ÉDUCATION

Mais à la rentrée nous pourrions aussi voir les retombées des dotations horaires de janvier dernier s'appliquer. Ainsi, pour ne donner qu'un seul exemple, les effectifs de classe sur l'académie de Créteil en collège REP+ sans dispositif (Ulis²/Upe2a³) seront de 24,5 élèves par classe en moyenne, pour 24 à la rentrée précédente. Alors qu'il faudrait au regard de l'épidémie baisser drastiquement les effectifs de classe, l'Éducation nationale ne fait que les augmenter. Mais aussi d'un point de vue pédagogique, car si Blanquer et le reste du gouvernement se targuent d'avoir laissé les écoles ouvertes le plus longtemps possible au mépris de la santé du personnel

Campagne du ministère de l'Éducation nationale avec une certaine vision de la laïcité.



Paris le 9 mai 2019, manifestation unitaire de la fonction publique. © Photothèque Rouge / JMB

d'éducation, des élèves et de leurs parents, la réalité est que du point de vue de l'enseignement l'écart s'est creusé, sans allègement des programmes et sans moyens supplémentaires, au détriment des élèves des quartiers populaires.

Pourtant les attaques de Blanquer continuent, en témoignent les annonces faites fin juin sur le bac⁴ et sur les épreuves communes ou encore la volonté de détruire le plus vite l'éducation prioritaire en la transformant en laboratoire : les budgets alloués le seront alors pour une durée de trois ans en contrat local avec des clauses permettant à ces contrats d'être retirés⁵. Cette réforme de l'éducation prioritaire fera ses premières classes à cette rentrée 2021 pour un essai de trois ans dans les académies de Nantes, Lille et Marseille. De plus, la réforme des concours d'entrée dans le métier qui s'appliqueront cette année auront aussi des conséquences sur nos métiers à l'avenir, notamment quand on sait que la nouvelle forme des épreuves à l'oral est un entretien oral de motivation... en bref un entretien d'embauche⁶...

FAIRE FACE AUX DIFFICULTÉS

Nous le savons, la situation dans l'éducation est de plus en plus dramatique à tous les niveaux et pourtant cela fait plusieurs années que nous ne réussissons pas à contrer ces attaques

d'ampleur. Évidemment, cette année encore nous devons faire face à un ensemble de difficultés pour contrer ce qui nous attend. Partout le syndicalisme est en recul, de nombreux établissements étant devenus depuis des années des déserts syndicaux. Si le métier de prof reste un métier plus syndiqué que d'autres, n'oublions pas que celles et ceux s'étant finalement le plus mobilisés l'année dernière sont les statuts précaires, là où les syndicats sont peu implantés, à cela s'ajoute le recul sur l'idée de construire de véritables sections syndicales et militantes. Dans le même temps, la répression de l'institution est aussi de plus en plus forte, que ce soit via l'encadrement des pratiques pédagogiques ou via la répression contre les militantes et militants à laquelle on a pu assister ces dernières années. Enfin, le Covid comme dans de nombreux autres secteurs a eu un impact sur les collectifs militants, ou l'idée de collectif tout court.

REPRENDRE LE CHEMIN DES LUTTES

Pour autant, nous ne partons pas de nulle part, des expériences ont été faites, parfois exemplaires mais trop souvent isolées ou partielles. Nous pouvons d'ores et déjà nous appuyer sur les luttes de l'année dernière qui ont permis de reconstruire des équipes militantes autour des luttes de précaires, autour des

droits de retrait ou des grèves sanitaires. Nous avons d'ores et déjà deux dates dans le paysage : celle du 23 septembre (date de l'Éducation) et du 5 octobre (intersyndicale contre la réforme de l'assurance chômage). Dès la rentrée, il faut donc préparer l'offensive avec des heures d'infos syndicales et des assemblées générales pour construire ces dates. Mais face aux attaques et aux difficultés, il n'y aura pas de raccourcis, ces deux seules dates ne suffiront pas : nous avons besoin de campagnes autour de l'embauche, des conditions de travail et des moyens, de la reconstruction d'équipes combattives et surtout d'une volonté de se coordonner, car seul un mouvement de grève massif pourrait faire plier Blanquer. □

1) « Allocation de rentrée scolaire : ya-t-il plus "d'achats d'écrans plats au mois de septembre", comme le dit Jean-Michel Blanquer ? », Thomas Pontillon, France TV Info.

2) Dispositif d'aide à l'apprentissage du français par les élèves nouvellement arrivés en France (primos-arrivants) et allophones.

3) Unités localisées d'inclusion scolaires, classes particulières pour la scolarisation d'élèves en situation de handicap.

4) « Bac : Jean-Michel Blanquer annonce la suppression des épreuves communes », Le Figaro étudiant.

5) « Éducation prioritaire : une réforme discrète qui suscite des inquiétudes », Violaine Morin, lemonde.fr.

6) « Réforme de la formation des enseignants : « Non, un professeur n'est pas qu'un transmetteur de compétences ou de valeurs », Thibaut Poirot, lemonde.fr.

Le français est à nous ! Petit manuel d'émancipation linguistique

PAR MAYA MONTREUIL

Maria Candea, Laélia Véron, La Découverte, 2019, 224 pages, 18 euros.

Le français est à nous !, écrit à quatre mains par deux enseignantes-chercheuses – respectivement en linguistique et en stylistique –, Maria Candea et Laélia Véron, ce « *petit manuel d'émancipation linguistique* », selon le sous-titre choisi, affiche d'emblée sa double ambition pédagogique et politique : il s'agit de montrer que la langue française est « *une construction politique qu'il est possible de se réapproprier* » en incitant les lectrices et les lecteurs à lutter contre les stéréotypes qui ont forgé depuis des générations une image de la langue française volontairement éloignée de celles et ceux qui, pourtant, la pratiquent en nombre tous les jours, à l'oral comme à l'écrit.

Pour se défaire de ces stéréotypes qui faussent notre rapport à la langue française, et surtout nous empêchent de la considérer comme un outil façonné pour et selon notre usage, les autrices proposent à leurs lecteurs et lectrices non seulement de réfléchir à la langue, à ses particularités, à son fonctionnement, mais aussi aux discours qui sont et ont été, de longue date, tenus sur elle, aux institutions chargées de la diffuser ou de la réguler et, bien sûr, à son histoire.

RENDRE LA LANGUE À CELLES ET CEUX QUI LA FONT VIVRE

Malgré l'ambition de la tâche et la complexité du sujet, l'ouvrage est clair et pédagogique : il se présente comme un « manuel », ou plutôt un « contre-manuel ». Un manuel « d'émancipation », selon les autrices, car au lieu d'imposer une norme et des règles (avec ses exceptions qui la confirmeraient), de définir un « bon » usage et des fautes à ne pas commettre, comme le font justement ces manuels de grammaire scolaire contre lesquels les deux autrices écrivent très explicitement, ce « petit » manuel (« petit » car facile à manier, à lire, à

transporter et, avec ça, modeste dans son ton malgré l'ampleur de son ambition), s'attache d'abord à mettre en débat, à remettre en question, à déconstruire les fausses évidences, pour mieux donner à penser, à se remettre en bouche et en mains, la langue qu'« on » parle, les unes, les uns, les autres. Rendre la langue à celles et ceux qui la font vivre : c'est une ambition pleinement démocratique, qui fait entendre avec force dans le titre de l'ouvrage les slogans des manifestations populaires.

Les outils mobilisés sont précis et nombreux : linguistique, sociologie, histoire, analyse politique, toujours en lien avec les travaux de recherche des dernières décennies. C'est en effet le point fort du livre que de mettre pleinement en adéquation son contenu, sa démarche, ses outils et ses ambitions, simplement et sans détours. Ainsi, la note qui ouvre le livre précise : « *Ce texte respecte les rectifications de l'orthographe adoptées en 1990* », rectifications dont le livre démontre dans l'un de ses derniers chapitres tout l'enjeu et l'intérêt pour cette entreprise de réappropriation de la langue que les autrices nous fixent comme programme. De même, en fin d'ouvrage, un glossaire reprend l'essentiel des termes les plus conceptuels, techniques, voire spécialisés (ils sont mis en italiques et suivis d'une astérisque au fil des chapitres) pour en donner une explication claire et accessible. Mais c'est surtout par sa structure que ce livre a l'aspect d'un « manuel » – à « contre-courant » : en effet, chaque chapitre s'ouvre sur un « encadré » constitué de deux rubriques aux titres en miroir « *On pense souvent, à tort, que* » (présentant le stéréotype, la fausse évidence) et « *Mais souvent, on ne sait pas que* » (proposant les idées essentielles du chapitre, conçues comme un démontage des fausses évidences présentées d'abord,

sur le modèle inversé des leçons de « bon usage » dispensées, par exemple, sur le site de l'Académie française (voir la rubrique « Dire / Ne pas dire »). Chaque chapitre comporte également un développement (« Focus ») centré sur un fait, une notion, une question, une institution, un personnage, qui éclaire les analyses proposées et permet d'approfondir la réflexion tout en l'ancrant dans le concret : par exemple, « *À quoi sert l'Académie française ?* » ; « *Aller "au coiffeur" ou "chez le coiffeur" ?* » ; « *Le retournement du stigmaté* » ; « *Que penser de l'écriture dite "inclusive" ?* » ; « *Qu'est-ce que le français "petit nègre" ?* » ; « *Faut-il réformer l'orthographe du français ?* »... Enfin, chaque chapitre se clôt sur une bibliographie critique de trois à quatre ouvrages, intitulée « *Pour aller plus loin* ».

LA LANGUE REPLACÉE DANS L'HISTOIRE

Le plan en trois parties est à la fois clair et varié dans ses approches : la première propose une approche descriptive et tente de définir la langue ; la deuxième montre la dimension politique et sociale de la langue en abordant la question des rapports de pouvoir qui se jouent dans le champ de ses usages, de ses règles et de sa diffusion ; la troisième retrace l'histoire des débats sur la langue. L'ensemble de l'ouvrage est tendu par un même objectif, affiché dès l'introduction : combattre le cliché le plus virulent qui, depuis le XVI^e siècle, déplore la décadence de la langue française et annonce son péril face aux invasions de toute sorte (vocabulaire étranger, langue « du peuple » et, aujourd'hui, usage des réseaux sociaux et des « nouvelles technologies ») attaquant sa prétendue « pureté ». La cause de ce cliché persistant, et donc la cible légitime des deux autrices, c'est l'élitisme : en effet, tous ces discours de la

décadence visent à « *se distinguer des autres, de celles et ceux qui parlent et écrivent mal.* » (p. 8-9) Le constat de départ du livre, qui légitime la démarche des autrices, c'est que « *la langue française, comme entité figée, dotée d'une essence abstraite, n'existe pas et ses règles ne tombent pas du ciel. Elle doit être replacée dans une histoire et soumise à une analyse critique* » :

« *Ce qui fait vraiment la langue française, son histoire, son institutionnalisation, sa diffusion, les polémiques et les revendications qu'elle a pu susciter, ne mérite pas d'être passé sous silence. Présenter la langue comme si elle n'avait pas d'histoire, notamment politique, comme si elle était un phénomène de la nature et non une pratique sociale, peindre la langue uniquement comme un trésor abîmé et réduire son histoire à des anecdotes disparates ne sont pas seulement factuellement erronés : c'est un choix idéologique. Il permet d'interdire l'accès aux débats linguistiques au plus grand nombre ; il permet de dessaisir les francophones d'une partie de leur pouvoir ; il permet de faire passer des choix politiques pour une simple fatalité* » (p. 11).

J'insisterais particulièrement sur trois moments du propos qui montrent bien l'esprit de la démarche : démontrer de fausses évidences – celles qui construisent une vision naturalisée du processus éminemment politique de construction de la langue et de ses normes – et croiser à la fois les approches critiques et les exemples pour montrer la cohérence profonde de cette construction d'une langue française élevée au rang de norme « universelle », « belle » voire « pure », par exclusion des femmes, des classes populaires et des « indigènes de la République ».

Ainsi le chapitre 5, *Masculinisation et féminisation du français : la langue comme champ de bataille*, montre à quel point les débats actuels sur la représentation des femmes dans la langue traversent l'histoire du français : les autrices rappellent que les normes actuelles découlent d'une série d'interventions en faveur de la masculinisation de la langue menées au XVII^e siècle, allant de pair avec une exclusion des femmes de la vie politique et intellectuelle. La nature des interventions visant à évincer les accords au féminin et les noms de métiers féminisés de la langue du siècle classique ne laissent aucun doute sur le caractère idéologique de ces règles imposées au nom de la supériorité du « sexe fort » sur

le « beau sexe » ou « sexe faible », comme on disait à l'époque... Mais là où le « petit manuel d'émancipation » joue pleinement son rôle, c'est que ses autrices proposent parallèlement une brève histoire des résistances à la masculinisation de la langue française, depuis la lutte pour imposer le terme « étudiante » jusqu'à la revendication de l'accord de proximité, proposant ainsi des modèles concrets de lutte sur le terrain de la langue et de ses usages. Les autrices font remonter à la démocratisation de l'enseignement primaire, au XIX^e siècle, l'imposition de règles grammaticales et orthographiques qui érigent le genre masculin en genre « neutre », manière de faire passer la domination de la forme masculine sur la forme féminine pour une entreprise de rationalisation objective, d'homogénéisation et de simplification de la langue, requise par la démocratisation de son apprentissage. Quand le masculin sert de norme au nom de l'universalité...

UNE HISTOIRE DES DOMINATIONS

C'est également un effet de la scolarisation de masse aux XIX^e et XX^e siècles que d'avoir imposé une grammaire scolaire, normative et prescriptive, objet d'un apprentissage répétitif et « par cœur ». Au chapitre 10, les autrices rappellent que l'invention de la grammaire scolaire répond à un défi pédagogique de taille : enseigner la grammaire et l'orthographe aux enfants du peuple. Ce défi aboutit à un figement durable de l'orthographe, instituée par la grammaire scolaire enseignée comme un dogme. Sous la III^e République, « *au même titre que les nouveaux principes d'hygiène, l'orthographe fait partie des compétences techniques à acquérir, elle est plus importante que les capacités rédactionnelles et plus facile à évaluer lors de tout concours.* » (p. 189) Ainsi, certaines catégories grammaticales, comme le fameux C.O.D., ont été forgées dans le seul but de proposer une explication rationnelle (mais pas simple pour autant, ni spontanément applicable...) à la multiplicité des règles d'accord du participe passé. L'invention de la grammaire scolaire a rigidifié le rapport à la langue et a concentré l'énergie des élèves et des instituteurs et institutrices sur une tâche infiniment longue et sans intérêt, au détriment des autres enseignements, consacrés au sens et à la réflexion. Ce constat est déjà celui de Salomon Reinach, intellectuel de la Belle Époque, en 1913 :

On dirait qu'en insistant ainsi sur la nécessité de savoir l'orthographe et en

refusant avec obstination de la simplifier, les gardiens attirés de notre langage aient voulu combattre sournoisement les effets libéraux et libérateurs de l'instruction sur la partie la plus nombreuse et la plus pauvre de la jeunesse. (p. 199)

Je terminerais par un rapide aperçu du chapitre 6 consacré au rapport entre langue française et colonisation, dont le contenu montre là encore comment la langue, et notamment son apprentissage, construit les rapports sociaux. Les autrices montrent dans ce chapitre que l'enseignement du français dans les colonies repose sur une idéologie raciale selon laquelle « *l'enseignement de la langue française (langue supérieure d'un peuple supérieur) doit être adapté aux peuples colonisés selon leur place sur l'échelle des races* » (p. 127). Le français enseigné dans les colonies est un français amoindri, fautif, de bas étage, un « petit nègre » qui barre aux indigènes l'accès à la langue, de peur que la maîtrise de la langue française ne leur ouvre la voie à l'émancipation et à l'égalité. Le « petit nègre », cette langue française forgée exprès pour les peuples colonisés, non pas pour faciliter leur apprentissage (en réalité, d'un point de vue linguistique le parler « petit nègre » n'est pas du tout plus simple que le français standard) mais pour les éloigner de ce qui fait le socle de la culture française, et pour véhiculer, à travers les lieux communs de la culture française de la seconde moitié du XX^e siècle, les stéréotypes racistes les plus méprisants. L'enseignement du français dans les colonies se heurte ainsi à une contradiction, que le sociologue Aïssa Kadri formule en ces termes : « *scolariser, c'est acculturer mais c'est aussi éveiller les consciences et courir le risque de mettre en cause le rapport colonial* » (p. 130). Ainsi, la diffusion du français s'est paradoxalement surtout développée après la décolonisation : l'empire colonial a favorisé l'essor du français en tant que langue des élites, de l'économie et des diplomates.

Finalement, en refermant ce « petit manuel » qui brasse modestement des siècles de domination par la langue, on est plus convaincu que jamais que la langue est un sujet hautement politique : parce qu'elle reflète, enregistre, reproduit et construit les rapports de pouvoir et de domination raciale, sociale et sexiste, elle est à la fois un terrain et un outil de lutte dont toutes et tous nous devons nous saisir. □

Lip : comment s'est construite la solidarité entre les ouvrierEs ?

PAR CHARLES PIAGET

En 1973, la grève des Lip polarise l'attention du mouvement ouvrier et de tout ce qui est combatif en France. Les travailleurs/ses fascinent par leur combativité et leur inventivité face à leur patron et au gouvernement. Ce texte de Charles Piaget revient sur la construction de la solidarité dans l'entreprise. Il reprend de larges extraits du texte de présentation du livre « Lip 1973. On fabrique, on vend, on se paie », Syllepse, 2021, 5 euros.

Embauché, après-guerre, à Lip, j'étais parmi les 1 000 salariés répartis dans de nombreux ateliers et bureaux. Mille personnes rassemblées pour fabriquer des montres et les vendre. On pourrait penser à des personnes liées par le même objectif. Un collectif ? Rien de tel. Le capitalisme a inventé l'entreprise où tout est individualisé, où rien n'est collectif. Le mot même de collectif est l'ennemi numéro 1.

L'entreprise est une juxtaposition d'individus [...]. Le patron a le pouvoir et le fric. L'entreprise, c'est le monde de l'exploitation du travail humain. Les salariés se rendent vite compte de cette exploitation. Les horaires trop longs, la fatigue de la station debout ou assise, immobile, le bruit, les pollutions diverses, la fatigue des transports... À cela s'ajoute les remarques désobligeantes des chefs : il n'y a jamais assez de rendement.

Les salariés vivent mal cette exploitation. Mais ils sont loin d'envisager toute amélioration, par la solidarité entre les salariés, par des actions collectives. En effet, chacune, chacun, arrive au travail avec dans sa tête le « prêt à penser » que distille cette société. [...] Il y a aussi dans la tête des salariés : « J'ai un travail, un salaire qui m'assure un peu d'indépendance, en attendant mieux. Ce n'est pas le moment de le perdre ». La solution par le collectif, lutter ensemble pour de meilleures conditions de travail et de salaire n'est pas innée.

Elle ne s'affirme que par un long travail d'information, de discussions et d'exemples concrets de réussites par le collectif.

Au cours de la construction de ce collectif, il y a émancipation des salariés par rapport aux questions sociales, de pouvoir, de partage ou d'inégalités. Il y a progressivement prise en charge des luttes sociales et cela nous transforme toutes et tous.

1973, c'est l'étonnement populaire devant les actions de ce collectif Lip. L'organisation de la lutte a été une école de démocratie, un moyen de formation citoyenne et humaine accélérée.

Comment cela a-t-il commencé ? Je vais montrer le processus de construction de ce collectif de salariéEs dans lequel chacune, chacun s'engageait, devenant acteur indispensable des luttes. Je m'arrêterai à 1973 : cette année de lutte est largement connue.

La lutte intense des Lip a commencé en Mai 68 pour se terminer en Mai 1981. Mai 1981, les Lip quittent l'usine de Palente pour travailler dans les locaux des six coopératives qu'ils ont créées. Une autre aventure commence alors, celle des coopératives.



AU DÉBUT DE CETTE HISTOIRE

1954. Je suis élu délégué du personnel. Je travaille dans un atelier de mécanique. Je visite l'entreprise pour la première fois. Je découvre que je suis un privilégié. À la mécanique règne une relative liberté due au travail particulier que nous accomplissons. Nous parlons entre nous, nous pouvons siffloter et même chanter, modérément. Ce n'est pas le cas ailleurs. Je constate que des professionnels horlogers travaillent 9 heures par jour dans un silence total. Aucun échange entre eux. Dans les ateliers de production des pièces de montre, des femmes, ouvrières de base, sont debout, chargeant les machines semi-automatiques, à raison d'environ 6 000 gestes par jour, dans un bruit infernal et une atmosphère d'huile chaude.

En théorie, je sais que tout salarié peut faire appel à un délégué pour une réclamation non satisfaite. Aucun salarié ne le fait. C'est trop dangereux. Comme délégué, nous pouvons alors intervenir auprès des chefs d'atelier et leur poser des questions. C'est généralement un dialogue de sourds. Le chef se retranche derrière les consignes de la direction. Alors, face à toutes sortes de difficultés, les délégués s'habituent à traiter tous ces problèmes lors de la rencontre mensuelle, obligatoire, avec la direction. En fait, les délégués luttent pour les salariés, alors qu'ils devraient lutter avec les salariés.

Cette lutte se résume à un petit match mensuel, épistolaire et de paroles. Le poids que représente l'ensemble des salariés est absent du débat. Les délégués finissent par former un petit monde à part, consacrant beaucoup d'énergie à préparer et défendre de nombreux cas lors de ces rencontres qui ne mènent le plus souvent à rien.

À Lip, lors d'une de ces rencontres, Fred Lip, le patron, fait irruption dans la salle et insulte une femme, déléguée CGT, suite à un tract distribué le matin à la porte de l'usine. La peur. Nous restons cloués sur nos sièges, sans dire un mot. Le patron repart, nous quittons aussitôt la réunion pour faire le point au local syndical. Nous sommes submergés par la honte de notre comportement.

Il est temps de changer nos pratiques. Construire un grand collectif qui, lui, osera se faire respecter. L'équipe CFTC (puis CFDT à partir de 1964) va y consacrer toutes ses forces. Ce changement,

c'est la règle des 90/10. Passer 90 % de son énergie, de son temps à construire ce collectif. Et les 10 % pour le reste : l'étude des dossiers, les rapports avec la direction, avec notre syndicat, etc.

Par quoi commencer ? Il y a une priorité : bien connaître les faits et gestes, ce qui se passe dans les ateliers et bureaux. Les diverses injustices et méthodes d'exploitation des salariés. Puis, les diffuser partout, mettant ainsi les salariés à égalité d'information. Permettre ainsi une prise de conscience collective de qu'il faut changer.

Chaque délégué ou membre du CE devra se munir d'un carnet et aller à la pêche aux informations. Écouter les salariés lors de la pause de quelques minutes le matin, les écouter dans leurs bus, au restaurant ou ailleurs. Noter les faits et repérer les salariés pouvant devenir des « correspondants » réguliers. Faire les tracts nous-mêmes. Des tracts parlant de la vie dans les ateliers et les bureaux. Chaque Lip aura désormais une vision plus large de l'entreprise.

Au final, pour les délégués, c'est : se former, s'informer pour diffuser à tous et toutes une information de qualité qui va fortement contribuer à réaliser l'unité entre nous.

POURQUOI EST-CE SI DIFFICILE DE CRÉER UN COLLECTIF EN ENTREPRISE ?

L'entreprise capitaliste est le contraire d'un collectif. Tout y est hiérarchisée, secret. Le règlement intérieur, ce sont deux pages d'interdictions et de sanctions. Le travail tel qu'il est conçu crée une tension permanente dans tous les ateliers et les bureaux.

À Lip, il faut passer au concret. Et pour cela, passer à l'action. Il est encore impensable d'envisager une pression par la grève, même très courte. La peur est encore forte. Nous cherchons activement et découvrons une grosse affaire. Lip ne respecte pas la loi concernant le paiement des heures supplémentaires. Cela à travers de multiples primes de production.

Nous signalons le fait par tract. Nous exigeons le respect de la loi et le rappel d'une année pour chaque salariéE, comme les tribunaux l'imposent. C'est un coup de tonnerre dans l'usine. Fred Lip est contraint de céder.

Puis, nous attaquons le secret des salaires. Ce que chacunE gagne est un secret bien gardé et entretenu par la direction. Nous parvenons à convaincre des mécanos de diverses catégories

de dévoiler leur salaire, par tract, en cachant les noms. C'est un tollé partout à la Mécanique. L'individualisme, dominant, sur cette question se retourne contre la direction. Chacun pensait être privilégié. Du moins, c'est ce que leur chef leur laissait entendre. Le tract révèle de grosses injustices parmi les mécaniciens. La direction est contrainte de rectifier les cas les plus flagrantes. Devant le succès de l'opération, nous l'étendons à toute l'usine. Avec les mêmes réactions. La direction est contrainte d'établir une grille des salaires pour toute l'entreprise. Chacune, chacun peut désormais se situer entre un mini et un maxi de sa catégorie. La clarté est appréciée.

Puis, c'est une première lutte contre les licenciements. Fred Lip licencierait le directeur de production tous les trois ans environ, estimant qu'il n'avait plus rien à apporter. Un directeur, très apprécié par l'encadrement, est viré à son tour. L'encadrement est choqué, ne comprend pas. Il demande un entretien au patron. Refus de le recevoir. L'encadrement, pour la première fois, décide un arrêt de travail pour obtenir des explications. L'encadrement nous demande d'y participer. C'est oui ! Mais pas pour le directeur concerné. Nous demandons l'arrêt des licenciements de janvier. C'est une tradition dans l'horlogerie. Embaucher en août pour assurer les commandes de fin d'année et licencier en janvier. Ces licenciements sont très mal vécus. La grève est un grand succès. L'usine est paralysée. Fred Lip comprend qu'il doit négocier. Il est habile. Il nous donne satisfaction en installant une grande chambre froide pour stocker les mouvements de montres, huilés, prêts à être emboîtés selon les commandes (le froid empêche en effet l'huile de couler). Ce projet d'installation de chambres froides était en débat depuis quelque temps. Fred Lip refuse cependant de revenir sur le licenciement du directeur de production.

1968. MAI

Deux semaines d'occupation de l'usine. C'est un grand moment. Lundi 20 mai, c'est la grève. Mais nous refusons le blocage des portes



de l'usine par les militants des UL CGT et CFDT qui proclament : « On ne passe pas. C'est la grève ». Nous, au contraire, nous invitons les Lip à entrer et à participer à l'AG à 8 h au restaurant. Là, explications sur les raisons de ce mouvement de révolte. Puis la parole est aux Lip. Le micro baladeur est prêt. Personne ne veut s'exprimer !!! L'encadrement est présent. Alors la peur de se faire remarquer domine. Nous arrêtons l'AG pour trois quarts d'heure. Nous ouvrons les portes donnant sur les pelouses et invitons les Lip à sortir, se grouper par affinité et débattre sur les raisons de cette grève. Ça marche. Les débats sont animés. Les cadres n'ont pas osé se mêler aux groupes. Reprise de l'AG et vote massif pour la grève, avec occupation. Nous mettons en place un comité de grève, avec une personne par secteur, élue ou désignée. Nous allons rencontrer la direction. Cantonnée dans ses bureaux. Nous indiquons à la direction que nous utiliserons les moyens de l'entreprise pour notre lutte : menuiserie, imprimerie, photocopieurs, machines à écrire, etc. Cette fois, ce sont eux qui restent cloués sur leur siège, sans réagir.

Un crève-cœur cependant. La CGT propose à l'AG de ne pas ouvrir les portes de l'usine, même à des délégations d'étudiants. L'AG approuve.

De nombreuses commissions sont créées. Pour la première fois à Lip, les mécanos invitent les horlogers et employés à visiter leurs ateliers, avec explications. Les horlogers, les employés feront de même. Nous apprenons à mieux nous connaître.

Une négociation a lieu. Elle est satisfaisante. Mais hors de question de reprendre le travail tant qu'il n'y aura pas d'accord national. Cet accord a lieu. À Lip, quelques ateliers refusent de reprendre le travail. Nous mettons en place une « école de la revendication » : il s'agit de traduire le mal-être dans UN atelier en revendications concrètes. Les salariés de chacun de ces ateliers iront négocier avec la direction, un délégué sera présent.

Au final : un pas de géant pour l'émancipation et vers la création de ce grand collectif.

APRÈS 68

Fred Lip a découvert la force syndicale, la force des salariés. C'est une surprise

pour lui. Il n'aura de cesse de rétablir son autorité absolue. Donc briser cette force. Juin 1969, il dénonce l'accord de 68 et particulièrement l'échelle mobile des salaires, en fonction de l'inflation. Nous ne pouvons accepter cette dénonciation unilatérale de l'accord. Nous exigeons une négociation. Fred Lip réunit l'encadrement et menace : « S'il y a une grève, je me retire dans ma propriété et vous vous débrouillerez avec les banques pour les payes ». L'encadrement prend peur et répercute cette peur dans les ateliers et bureaux. La grève d'avertissement est lancée. 250 Lip débrayent sur les 900. C'est un échec. La peur a fonctionné ! Les salariés grévistes sont très remontés. Ils parlent de faire un barrage le lendemain matin afin d'empêcher l'entrée dans l'usine. C'est dangereux. Nous proposons une AG immédiate aux 250 grévistes. Nous expliquons les risques qu'entraîne une telle action : dresser des salariés contre d'autres salariés. C'est la pire des solutions. Il faut trouver autre chose. De la réflexion collective sort une idée : « Le serpent ».

Les salariés ont peur, il faut les convaincre. Nous avons toutes et tous, ici, des collègues qui sont au travail. Nous savons ce qu'il faut leur dire. Alors, les 250, en file indienne, circulent dans l'usine en silence, avec arrêt à l'entrée de chaque atelier ou bureau. 5 ou 6 Lip se détachent du serpent et vont parler à leurs amis. 5 minutes, pas plus. Quelques-uns se lèvent et rejoignent le serpent, sous les applaudissements. Le serpent repart. Et c'est ainsi, toute la journée. Le deuxième jour, nous atteignons les 500. Le troisième jour, nous sommes plus de 600, donc déjà très majoritaires.

Les salariés ont alors une idée : bloquer le service expéditions. Juin est un mois de très fortes commandes. Fred Lip mobilise plus d'une trentaine de cadres et ensemble ils veulent virer par la force le piquet de grève. C'est l'affrontement physique. Alertés, nous accourons à plus de 100 pour soutenir les occupants. Les délégués devant, les bras collés le long du corps. Je me place contre Fred Lip et les 100 poussent derrière nous. Victoire, le patron et le groupe de cadres reculent pas à pas et sortent du local sans qu'il n'y ait eu un coup échangé. Une négociation a finalement lieu. L'accord de 1968 est rétabli. Nous lâchons du lest sur l'échelle mobile qui devient moins protectrice. Octobre 1970. Nouvelle tentative de Fred Lip. Il met au point une restructuration

de la mécanique. Un plan est déposé à la Direction du travail. Deux ateliers disparaissent, dont le mien. Plus un autre atelier, dans lequel il y a de très bons militants. Fred Lip est pressé. Il ne respecte pas les nouveaux droits des comités d'entreprise promulgués par Chaban-Delmas et Jacques Delors. Il veut déménager les machines absolument. Les CE ont la possibilité de faire des contre-propositions. Des débats sont prévus à chaque étape du processus. Alors, nous décidons d'être les défenseurs de la loi. Des affiches apparaissent sur les fenêtres des divers bâtiments de l'entreprise : « Lip hors la loi », « Restructuration bidon », « Soutien aux mécaniciens », etc. Nous nous opposons physiquement aux déménageurs, en leur précisant qu'ils sont engagés dans une opération illégale. Les mécanos se munissent de sifflets. Dès qu'une équipe de déménageurs apparaît, un coup de sifflet et des dizaines de mécanos arrivent et empêchent le déménagement. La tension augmente encore et c'est le grand collectif qui trouve la bonne riposte. Cette riposte se propage très vite dans toute l'usine. Les salariéEs des ateliers et bureaux refusent de remplir les documents habituels concernant le travail de la journée. Le travail se fait, mais aucune information n'est remise aux chefs. En somme, des affiches partout et la coupure des infos. Cela crée un tel climat qu'Ébauches-SA intervient, demandant à Fred Lip d'avancer immédiatement son départ en retraite. Puis, nommé un nouveau PDG. Celui-ci annule la restructuration. Nous sommes en février 1971. Ébauches-SA prépare son gros coup pour début 1973. Mais cela, nous ne le savions naturellement pas. C'est la première fois que le grand collectif prend l'initiative, sans même la présence de délégués. Nous étions, nous, délégués, à ce moment du conflit un peu à court d'idées. Le grand collectif a sauvé la situation.

17 AVRIL 1973

Le PDG dépose le bilan au tribunal de commerce et démissionne. Alors, c'est la découverte progressive du plan signé en 1967 :

- Abandon du cœur de métier horloger,
- Lip devient une usine d'assemblage de pièces fabriquées en Suisse,
- Abandon de tout le secteur

recherche, de toute la partie commerciale, la force de vente.

- Abandon des activités annexes : machine-outil, mécanique de précision.

Donc, des centaines de licenciements en perspective. Le choc est rude pour les salariés laissés dans l'ignorance de 1967 à 1973.

Le syndicalisme est désemparé devant ce genre de situation. Toute lutte semble perdue d'avance. Peut-être tenter d'obtenir des meilleures indemnités de licenciement et c'est tout.

Nous faisons une longue réflexion entre délégués CFDT et un groupe de salariés très proches. Nous ne pouvons lutter et gagner que si chaque Lip se transforme en militantE très déterminéE, apportant toute son énergie dans la lutte. Il sera difficile d'attaquer Ébauches-SA, ses usines sont en Suisse.

Nous devons donc contraindre les pouvoirs publics français, le gouvernement à intervenir. Comment ? Par une agitation large, locale et si possible nationale.

Par quoi commencer ? Comme toujours, par l'information. Un tract de sept pages sur tout ce que nous savons des intentions d'Ébauches-SA. Rappel pour tous les Lip : « *Que l'on travaille encore plus fort ou que nous fassions grève, cela n'aura aucune influence sur le projet d'Ébauches-SA. Nous devons nous dégager progressivement du travail pour penser à cette lutte. Ne pas entrer en grève générale, nous avons*

besoin de nos salaires. Le combat sera long ».

Des mini-AG ont lieu deux fois par jour. Les délégués, par deux ou trois, parcourent dont les ateliers et les bureaux. AG de 10 à 15 minutes. Les nouvelles sont actualisées et on débat sur l'information locales à donner dans les jours qui viennent. C'est très important que les Lip resserrent les liens de solidarité, sentir physiquement le collectif. Ne pas gamberger seul dans son coin.

Le comité d'action se forme. Premier des groupes de Lip en réflexion. Il s'est procuré un vieil autobus de la RATP. L'a décoré avec des affiches Lip, équipé d'une sono, donc prêt à partir

informer. Le bus fait un tour d'honneur de l'usine. Il est très applaudi.

Le débat est constructif. Nous insistons sur son fonctionnement. Lorsqu'un groupe réfléchit sur des actions à faire, ce n'est pas un match ni un lieu pour se mettre en valeur. Il ne s'agit pas de marquer des points, mais dégager ensemble la meilleure ligne de conduite, les meilleures actions. Lorsqu'elles sont retenues, elles n'appartiennent à personne.

Quelques mots sur les méthodes patronales et gouvernementales. Fin dé-



Charles Piaget, au cours d'une manifestation des Gilet jaunes à Besançon en mai 2019. © Toufik-de-Planoise / Wikicommons

cembre 1972, Ébauches-SA prévient le gouvernement français que le démantèlement de Lip commencera début janvier 1973. Réponse du gouvernement : SVP, veuillez reporter en avril 1973. En mars, ce sont les élections législatives.

Ébauches-SA de son côté, consulte une société de conseils aux entreprises : « Comment réaliser notre restructuration avec, devant nous, des syndicats forts ? » Réponse : « les salariés ne doivent plus avoir d'interlocuteur. Donc, démission du PDG, dépôt de bilan. Le tribunal de commerce prendra le relais. Sans interlocuteur, les salariés se mettront en grève générale. Le

tribunal sera dans l'obligation de licencier tous les salariés. Or, statistiques à l'appui, aucune lutte n'a pu tenir plus de 3 mois sans salaires. Les meilleures collectes ne comblent que 10 % des salaires. En juillet, vous serez à même de restructurer. »

Heureusement, nous avons agi tout autrement.

QUI DOIT DIRIGER LA LUTTE ?

Pour moi, Lip 73, c'est d'abord l'histoire de cette émancipation ouvrière, collective. Une émancipation par la construction, au fil des années, d'un grand collectif des salariés : syndiqués ou non, OS ou OP, techniciens, ouvriers ou employés. C'est ce collectif qui, au fil du temps, dirigera les luttes à Lip, notamment celle de 1973.

Notre fédération syndicale CFDT (NDLR : il s'agit de la CFDT avant le « recentrage » à droite) est admirative, mais s'inquiète très vite de ce partage, de fait, du pouvoir : « Qu'est-ce que ce comité d'action ? » Pour la fédération, il n'existe qu'un seul pouvoir reconnu : la section syndicale. Nous expliquons que l'émancipation exige l'égalité. Et l'égalité, c'est aussi le partage du pouvoir. À Lip, syndiqués ou non, refus d'afficher la distinction, d'une manière ou d'une autre. Une personne est là pour lutter, pour son emploi, contre l'injustice. Elle doit se sentir femme ou homme, OP ou OS, ouvrier ou employéE, pleinement accueillie, à égalité, quel que soit son statut syndical.

Qui doit diriger la lutte ? Le syndicat, ses militantEs ont une ex-

périence, des compétences, la reconnaissance légale. Cela compte. Mais sa tâche principale n'est pas de diriger mais de pousser à l'émancipation de tous les salariéEs. Nous sommes tous manuels et intellectuels. Donc il doit aider, pousser à la prise en charge par le plus grand nombre. À Lip, en 1973, cela faisait près de 10 années que ce processus était en marche, rodé par plusieurs conflits. Alors, l'émancipation doit être totale. SyndiquéE ou non, j'ai mon mot à dire lors de la négociation, comme lors de l'action. La décision doit être bien réfléchie, avec toutes ses conséquences. Mais elle leur appartient à toutes et tous, à égalité. □

13^e université d'été du NPA : prêtEs pour la rentrée... et pour la campagne #Poutou2022 !

PAR LA COMMISSION UNIVERSITÉ D'ÉTÉ

Meeting de l'université d'été du NPA. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

La 13^e université d'été du NPA, organisée du dimanche 22 au mercredi 25 août au village vacances Rives des Corbières à Port-Leucate (Aude), a été un succès. Plus de 650 participantEs se sont retrouvés pour échanger, débattre et préparer la rentrée, le tout dans un cadre convivial malgré les difficultés et contraintes liées à la situation sanitaire.

Impossible de résumer ici les plus de 50 ateliers qui se sont tenus durant l'université d'été, auxquels se sont ajoutés des présentations de livres, des projections de films, le meeting de lancement de la campagne de Philippe Poutou, et bien d'autres moments d'échanges et de réflexion, plus ou moins formels.

PARTAGER, RÉFLÉCHIR, COORDONNER

Nos nombreux et nombreuses invitéEs ont largement contribué à alimenter et enrichir nos discussions — qu'ils et elles en soient remerciés ! — et les différentes commissions thématiques du NPA ont su, comme chaque année, organiser des ateliers permettant non seulement de partager leurs élaborations et leurs expériences, mais aussi de coordonner et renforcer les interventions des camarades du NPA.

Les trois cycles thématiques, autour des extrêmes droites, de la pandémie de Covid et des nouvelles problématiques posées au monde du travail, ont été en général bien fréquentés, signe de l'intérêt porté à ces questions et de la volonté partagée de travailler ces thématiques, essentielles dans la situation politique et dans nos activités, au même titre que les questions écologiques, antiracistes, LGBTI et féministes.

Les deux débats avec des organisations invitées ont également fait partie des

temps forts de l'université d'été : celui du dimanche, autour de la rentrée sociale et des perspectives de ces prochaines semaines, avec Nathalie Metche, de la direction confédérale de la CGT, Simon Duteil, co-délégué général de l'Union syndicale Solidaires, Aurélie Trouvé, porte-parole d'Attac, Boris Chenaud, membre de l'équipe d'animation nationale d'Ensemble!, et Hadrien Toucel, co-responsable du programme de La France insoumise ; et celui du mardi, qui a permis un échange militant autour de la prochaine élection présidentielle, avec Guillaume de Gironde et Malena de Haute-Garonne, représentant tous les deux Lutte ouvrière.

RÉSISTER, S'OPPOSER, PROPOSER

La rentrée sociale et la campagne présidentielle ont irrigué toute l'université d'été, avec l'objectif partagé d'avoir un NPA en ordre de bataille en ce mois de septembre : un NPA prêt non seulement à s'opposer, au côté des autres forces de la gauche sociale et politique, aux mauvais coups du gouvernement Macron, toujours aussi déterminé à mener ses politiques autoritaires et antisociales, mais aussi à proposer, dans le cadre de la campagne présidentielle, des perspectives politiques d'ensemble, radicales, anticapitalistes, en refusant le tête-à-tête

mortifère entre Macron et l'extrême droite et en ne se résignant pas aux solutions de « moindre mal ».

C'est ce qui s'est notamment exprimé lors du meeting organisé le dimanche soir, avec en point d'orgue l'intervention de Philippe Poutou, au cours de laquelle il est revenu sur les raisons qui nous ont poussés à décider de présenter une nouvelle fois, au nom du NPA, sa candidature lors de l'élection présidentielle, et sur les grands axes autour desquels va s'articuler le début de la campagne : « *On n'a pas reçu le carton d'invitation, mais on sera là !* » Alors que le capitalisme menace la survie de l'humanité et de la planète, l'anomalie n'est pas la présence des anticapitalistes, mais celle des défenseurs inconditionnels d'un système prédateur et destructeur !

Bref, une université d'été toujours très riche. Une chose est toutefois certaine : pour la rentrée sociale comme pour la campagne présidentielle, c'est parti, on sera là, pour s'opposer à Macron et à ses politiques, pour faire entendre et soutenir celles et ceux qui résistent, pour perturber le petit jeu politicien et contribuer, à notre échelle, à porter une perspective de rupture anticapitaliste et à ce que notre camp social prenne ses affaires en mains pour en finir avec un système générant toujours plus d'exploitation et d'oppressions ! □